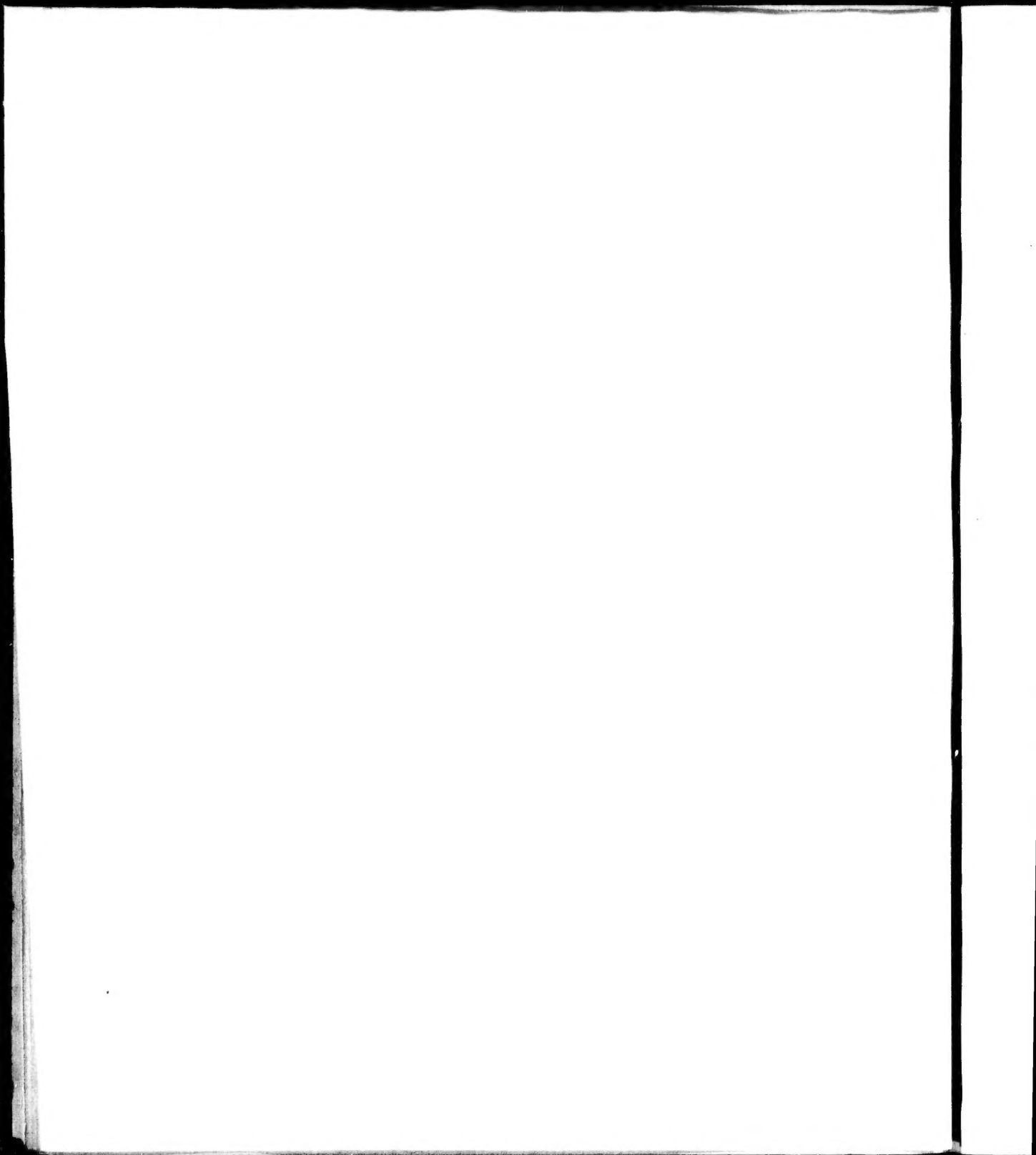






M É M O I R E

POUR les SUPÉRIEUR & DIRECTEURS du
Séminaire des Missions Etrangères, Intimés :

*CONTRE les Sieurs GIRARD & MANACH,
Appellants comme d'abus ;
Et les Sieurs LELOUTRE & DAVOUST, In-
tervenants.*

JAMAIS Appel comme d'abus ne fut moins réfléchi, plus téméraire même, que celui qu'ont interjetté les sieurs Girard, Manach, Leloutre & Davoust des réglemens du Séminaire des Missions Etrangères. Ces Particuliers, sans droit & sans qualité, osent critiquer l'établissement de ce Séminaire formé depuis un siècle ; mais parce qu'il seroit trop odieux d'attaquer ses titres d'érection, ils déferent à la Justice ses réglemens solennellement approuvés par M. le Cardinal de Noailles, inviolablement exécutés depuis ; ils ne les dénoncent à la Cour, que parce que la police & l'administration du Séminaire y sont réglées conformément aux Titres qui lui ont donné l'être légal. La démarche des Appellants comme d'abus doit paroître d'autant plus étrange que la contestation qu'ils élèvent, est parfaitement semblable à celle que M. l'Evêque d'Ecrinée, Vicaire Apostolique d'Yunnan dans la Chine, suscita

aux Supérieur & Directeurs du Séminaire en 1750; elle fut décidée à leur avantage par un Jugement en dernier ressort rendu le deux Août 1751.

F A I T.

LA fondation du Séminaire des Missions Etrangères remonte à l'année 1663. Le Révérend Pere de Sainte Thérèse, Carme-Déchaussé, Evêque de Babylone, ayant travaillé long-temps aux Missions dans le Royaume de la Perse, desira dans les dernières années de sa vie de former un Séminaire destiné à élever & instruire des Missionnaires. Il fit en conséquence, le 16 Mars 1663, un Acte de Donation au profit de MM. de Morangis & de Garibal, Conseillers d'Etat. M. l'Evêque de Babylone déclara dans cet Acte, que la Providence ayant donné dans ces derniers temps de grandes ouvertures pour la conversion des Infidèles, & qu'instruit par lui-même du fruit & de l'utilité des Missions Etrangères, il avoit à cœur de contribuer à une œuvre si intéressante pour l'Eglise. Il consacra donc aux Missions Etrangères, & à celle de la Perse par préférence, les biens qu'il possédoit, c'est-à-dire, un emplacement qu'il avoit dans la rue du Bacq, Faubourg Sain-Germain, sa Maison située dans la rue de la Frenaye, aujourd'hui rue de Babylone, des bâtimens & emplacements qui lui appartenoient dans la ville d'Ispahan, & tous les Meubles qui se trouveroient à sa mort, tant dans sa Maison de Paris, que dans celle d'Ispahan.

La Donation fut faite avec différentes réserves, & la retenue d'une pension viagère de 3000 livres. M. de Babylone expliqua les vues qui l'animoient dans ce pieux établissement. Le Prélat vouloit que, dans l'emplacement de la rue du Bacq, on établit un Séminaire » de Personnes Ecclésiastiques ou » même Laïques qui seroient jugés capables & utiles au bien » de l'œuvre des Missions, lesquels seroient instruits aux études, » sciences, langues, & connoissances nécessaires pour lesdites » Missions, & envoyés sur les lieux en la maison d'Ispahan » pour se perfectionner dans les Langues, & travailler à la » conversion des Ames, sous la conduite de ceux qui auroient » le gouvernement du Séminaire ». L'Acte de Donation ajoute

3

que le Séminaire fera ; sous le bon plaisir du Roi & des Supérieurs Ecclésiastiques, appelé le Séminaire des Missions Etrangères, qu'il en portera le titre & l'inscription, & que le Prélat Donateur sera reconnu comme principal Bienfaiteur de l'œuvre, comme ayant part à sa Fondation.

Le même jour M. l'Evêque de Babilone, & MM. de Morangis & de Garibal passerent un second Acte, dans lequel, prévoyant le cas ou l'érection du Séminaire ne pourroit pas avoir lieu, les deux Magistrats s'obligerent à appliquer les biens du Prélat à toute autre œuvre pie qu'ils jugeroient possible & convenable.

Quoique MM. de Morangis & de Gabribal eussent accepté la Donation, & se fussent soumis aux charges qu'elle renfermoit ; cependant ils ne faisoient que prêter leur nom aux sieurs Gazil & Poitevin, Docteurs de Sorbonne. Le 18 Mars 1663, ils firent une rétrocession en faveur de ces deux Ecclésiastiques : ils y déclarerent qu'ils ne prétendoient rien aux choses données ; que la libéralité avoit été faite » aux sieurs Gazil & » Poitevin, afin d'établir par eux, & autres joints avec eux, un » Séminaire suivant l'intention de M. l'Evêque de Babylone ; » à quoi faire (poursuit l'Acte) les sieurs Gazil & Poitevin » promettent travailler incessamment, pour ledit Etablissement » seulement, attendu qu'ils s'en sont chargés envers le Seigneur » Evêque qui s'en est reposé sur eux & en cas que le » Séminaire ne pût être établi, & que les choses données » dussent être employées en autres œuvres, les sieurs Gazil » & Poitevin y apporteront leurs soins de l'avis de MM. de » Morangis & de Garibal . . . moyennant ce, les sieurs Gazil » & Poitevin s'obligent en leurs propres & privés noms solidairement d'exécuter à la décharge de MM. de Morangis » & de Garibal, tout ce à quoi ils sont tenus & obligés par » lesdits Contrats de Donation & Contre-lettre ».

Les deux Cessionnaires, fideles à leur engagement, s'empresserent d'exécuter le projet qu'ils avoient concerté avec M. l'Evêque de Babylone. Ils sollicitèrent & obtinrent, dès le mois de Juillet de la même année, des Lettres- Patentes qui permirent l'établissement du Séminaire des Missions Etrangères.

Le Roi dit dans ces Lettres-Patentes qu'une de ses principales vues avoit été d'étendre la Religion Catholique , & d'en porter la lumiere jusques dans les extrémités du monde. Qu'à sa sollicitation , N. S. P. le Pape avoit envoyé des Evêques dans la nouvelle France , en Perse , au Tonquin , à la Chine & Cochinchine ; mais que , lorsqu'on étoit en peine de trouver des Ouvriers Evangéliques capables de travailler à la conversion des Infideles sous les ordres de ces Prélats , & d'avoir un hospice charitable pour les accueillir , la Providence avoit inspiré au sieur Evêque de Babylone le dessein de bâtir un Séminaire pour les loger , accueillir & entretenir ; qu'il avoit passé à cet effet un Contrat avec les sieurs de Morangis & de Garibal , qui sur le champ avoient fait remise de la Donation aux sieurs Gazil & Poitevin ; que ces deux Ecclésiastiques s'étoient obligés. « de satisfaire au Contrat à leur » décharge , ayant toutes les correspondances nécessaires avec » les sieurs Evêques de Pétrée , d'Héliopolis , de Berithe & » de Métellopolis , & étant leurs Procureurs pour les affaires » de leurs Eglises . . . & que ledit sieur Evêque de Babilone , » ensemble les sieurs de Morangis & de Garibal pour la dé- » charge de leur Obligation , & des sieurs Poitevin & Gazil » pour les en acquitter , Nous ont très-humblement supplié de » leur accorder nos Lettres nécessaires. A CES CAUSES . . . » ayant trouvé que le Séminaire étoit très-avantageux pour le » bien de la Religion , & le soutien des Missions Etrangères... » nous avons confirmé & confirmons le Contrat de Donation.. » le Contrat de remise fait aux sieurs Poitevin & Gazil à l'effet » de l'exécution dudit Séminaire , ensemble l'établissement du » Séminaire EN FAVEUR DES SIEURS POITEVIN ET GAZIL ET » LEURS ASSOCIÉS , pour les Missions Etrangères , & par préfé- » rence de la Perse ; & pour les distinguer des autres Commu- » nautés & Compagnies qui s'appliquent aux mêmes emplois... » nous voulons qu'ils soient appelés le Séminaire pour la » conversion des Infideles dans les Pays étrangers , & que l'ins- » cription en soit mise sur la porte principale . . . à la charge » de se pourvoir pardevant le sieur Abbé de Saint Germain , en » ce qui regarde le spirituel & régleme[n]t de la police de » ladite Maison ».

5

Ces Lettres-Patentes furent enregistrées par Arrêt de la Cour du 7 Septembre 1663.

Le 10 Octobre de la même année, M. l'Abbé de Saint Germain donna son Décret. Instruit du zele & des travaux des Evêques de Pétrée, Héliopolis, Berithe, Métellopolis, & du soin charitable des personnes de piété qui vouloient leur procurer des Ouvriers Evangéliques, il reçut volontiers la proposition qui lui fut faite par M. l'Evêque de Babylone... d'autant qu'on avoit fait choix, pour la conduite & direction du Séminaire, des sieurs Poitevin & Gazil, dont la capacité étoit connue & éprouvée, *Etants même Procureurs & Correspondants desdits Seigneurs Evêques.* M. l'Abbé de Saint Germain approuvant, pour ce qui le concernoit, les Contrats de Donation & de Remise « permet aux sieurs Poitevin & Gazil, & leurs Affociés, de faire l'établissement du Séminaire pour la conversion des Infideles dans le Royaume de Perse & autres Pays Etrangers. . . . pour y vivre en Communauté Ecclésiastique » & Séculiere, ainsi que les autres Séminaires institués dans le » Fauxbourg de Saint Germain, *sous la conduite d'un Supérieur » qu'ils pourront élire*, lequel sera tenu de recevoir de nous sa » Confirmation & Institution, faire par eux des réglemens » pour nous être présentés & par nous approuvés à la » charge que ledit Séminaire sera soumis à notre Jurisdiction, » pour y faire la visite . . . leur permettant de faire construire une Chapelle en leur Séminaire, & y exposer le Saint » Sacrement ».

Le 27 Octobre le sieur Gazil fut mis en possession du nouveau Séminaire par le Prieur de Saint Germain-des-Près, grand Vicaire de M. l'Abbé, & il prit possession tant en son nom que pour le sieur Poitevin, & autres Affociés en la Direction dudit Séminaire.

On ne voit pas jusques-là quels étoient ces Affociés. Les sieurs Gazil & Poitevin les déclarerent par Acte du 10 Mars 1664. « Lefquels ont déclaré que M. l'Evêque de Babylone » ayant donné pour l'établissement dudit Séminaire que » les sieurs de Morangis & de Garibal en ayant fait délaissement aux sieurs Poitevin & Gazil, tant pour eux que pour leurs Affociés . . . ils avoient obtenu du Roi des Lettres-Patentes..

» avoient été mis en possession, ensuite fait les réfections des-
 » dites Maisons, acquis quelques héritages joignants, payé les
 » arrérages de la Pension viagere du Seigneur Evêque de Ba-
 » bylone, & autres dépenses pour la Communauté dudit Sé-
 » minaire, en attendant le retour de ceux avec qui ils étoient
 » de concert pour ce dessein, & qui doivent avec eux faire le
 » Corps dudit Séminaire; & attendu qu'il sont tous présens, & dis-
 » posés à l'exécution d'icelui, & que l'intention des sieurs
 » Gazil & Poitevin a été dès-lors de les associer avec eux pour
 » l'acceptation desdites Maisons & emplacements, & l'établif-
 » sement dudit Séminaire . . . les sieurs Gazil & Poitevin ont
 » associé par ces Présentes avec eux également Messires de Meurs,
 » Bezard, Fermanel, & Lambert, Prêtres, en tous les droits,
 » cessions & remises des Maisons, emplacements, & autres
 » choses délaissées à iceux sieurs Poitevin & Gazil . . . pour
 » l'établissement du Séminaire, pour y avoir par lesdits sieurs . .
 » le même droit concurremment & conjointement, & contribuer tous
 » également aux Dépenses faites & à faire pour ledit Sémi-
 » naire, & en porter également les charges . . . ce qui a été
 » accepté par les sieurs de Meurs, Fermanel, Bezard & Lam-
 » bert . . . lesquels promettent rembourser chacun sa part aux sieurs
 » Poitevin & Gazil de ce qui se trouvera avoir été payé & avancé
 » par eux ou l'un d'eux desdites Charges. Promettent tous ense-
 » mble faire de même à l'égard de celui d'entr'eux qui aura fait
 » quelque avance pour ledit Séminaire . . . sans néanmoins que
 » leurs héritiers puissent être chargés d'aucunes des Obligations
 » qu'ils auroient contractées pour le fait dudit Séminaire ».

Au mois de Mai 1664, les six Directeurs associés procéde-
 rent au choix d'un Supérieur. Le sieur de Meurs fut élu. Son
 élection fut confirmée le 12 Juin par M. l'Abbé de Saint Ger-
 main. L'Acte d'Institution constate que la nomination du Su-
 périeur appartenait aux Directeurs: *Superioris electio ad Sacerdotes*
indicto Seminario, & de ejusdem gremio existentes, & confirmatio,
approbatio, & institutio ad dictum Abbatem pertinere dignoscitur.
 Le nouveau Supérieur reçut par son titre le pouvoir de gouver-
 ner & administrer le Séminaire, tant en ce qui concernait le
 temporel que par rapport au spirituel: *Ac Superiorem instituimus,*
dantes tibi potestatem prædictum Seminarium in spiritualibus &
temporalibus regendi & administrandi.

Quoique le Séminaire fût solidement établi par le concours des deux Puissances, ses Directeurs obtinrent, par surabondance de droit, un acte d'approbation du Cardinal Chizi, Légat du Saint Siege, qui se trouvoit alors à Paris. Le Decret du Légat daté du 11 Août 1664, fut adressé au sieur de Meurs, Supérieur & aux autres Directeurs ^(a). L'extrait de la Supplique, qui y est référé, porte que les Directeurs, à la sollicitation des Evêques, Vicaires Apostoliques ^(b), avoient érigé & fondé le Séminaire de l'autorité du Roi & de l'Ordinaire ^(c). Le Dispositif ratifie & confirme l'érection & les actes qui la constatent ^(d).

Tels sont les Titres primordiaux & constitutifs du Séminaire des Missions Etrangères. On y voit que M. l'Evêque de Babylone & les sieurs Gazil & Poitevin en jetterent les premiers fondements, qu'ils en sollicitèrent l'érection; que si M. l'Evêque de Babylone voulut contribuer à sa première Dotation, elle fut consommée par les sieurs Poitevin & Gazil, concurremment avec les autres Directeurs qu'ils s'associèrent; que ces Ecclésiastiques s'obligèrent solidairement à acquitter toutes les Charges de la Donation faite par M. l'Evêque de Babylone; qu'ils satisfirent en commun aux Dépenses nécessaires pour la construction des Bâtimens du Séminaire, & qu'ils devinrent, par le Decret de M. l'Abbé de Saint Germain, rendu du consentement du Roi, & de l'autorité de ses Lettres-Patentes, une Communauté, un Corps légal qui devoit à perpétuité régir & administrer ce Séminaire.

L'objet essentiel de ce religieux établissement fut d'instruire & de former des Missionnaires pour la conversion des Infidèles. C'est le motif qui avoit animé M. l'Evêque de Babylone; c'est celui qui a servi de base aux Lettres-Patentes de 1663, & au Decret de M. l'Abbé de Saint Germain. Les premiers Directeurs regarderent cette importante fonction comme leur première obligation: le succès de leurs travaux répondit à l'ardeur de leur zèle. M. l'Evêque de Québec leur rendit quelques années après un glorieux témoignage dans le Decret d'union du Séminaire de Québec avec celui des Missions Etrangères.

Ce Prélat d'abord, sous le titre d'Evêque de Pétrée, simple

(a) *Dilectis nobis in Christo Vincentio de Meurs, Francisco Bezard, Lucæ Fermanel, &c.*

(b) *Ad instantiam RR. Episcoporum apud Canadenses & Turquenenses... ac Sinas Missionum.*

(c) *Sevenissimæ Regis diplomatis, & ordinariæ auctoritate exercitis, fundaveritis, & institueritis.*

(d) *Nos erectionem, fundationem, & institutionem dicti Seminarii, ac desuper confectas scripturas, & in eis contentas... auctoritate sedis apostolicæ... confirmamus & probamus.*

Vicaire Apostolique dans la nouvelle France, l'un des quatre Evêques nommés dans les Lettres-Patentes du mois de Juillet 1663, & qui avoit chargé de sa procuration quelques-uns des Directeurs du Séminaire des Missions Etrangères, avoit établi en 1663, un Séminaire à Québec, pour élever sous ses yeux des coopérateurs fideles. Ce Séminaire avoit été autorisé par des Lettres-Patentes du mois d'Avril 1663. Lorsque Québec fut érigé en Evêché, & que M. l'Evêque de Pétrée, qui en fut le premier Evêque, en eut pris possession au mois d'Octobre 1574, un de ses premiers soins fut d'assurer la fondation de son Séminaire; & pour lui donner une consistance stable, il crut devoir l'unir à celui des Missions Etrangères.

(^a) Tome 2, page 727. Son Décret d'union, daté du 12 Mai 1675, & rapporté dans les Mémoires du Clergé (^a), expose que « le Prélat considérant que le Séminaire, qu'il avoit érigé étant Evêque de » Pétrée, pouvoit dépérir, s'il n'étoit uni à perpétuité à un corps » stable en France, d'où on put y envoyer des Sujets... » connoissant qu'il avoit plu au Roi de consentir le Contrat de » Donation de M. l'Evêque de Babylone, à l'effet de l'établissement du Séminaire des Missions Etrangères, d'en agréer & » confirmer l'établissement par des Lettres-Patentes registrées » au Parlement; & qu'un *des motifs* de Sa Majesté, exprimé » dans les Lettres-Patentes, avoit été la *correspondance* que le » Prélat avoit déjà avec les sieurs Poitevin & Gazil, sous le » nom desquels a été fait l'établissement dudit Séminaire, & » qu'ils étoient même ses Procureurs en France... comme » des Evêques François Vicaires Apostoliques aux Indes » Orientales; & que d'ailleurs le Séminaire de Paris avoit » fourni bon nombre d'Ecclésiastiques pour former son Séminaire; M. l'Evêque de Québec crut ne pouvoir plus solidement pourvoir à la conservation dudit Séminaire... que de » lui procurer la continuation du même gouvernement déjà » éprouvé si utile, en l'unissant & l'annexant au Séminaire de » Paris, d'où il a reçu jusqu'à présent son principal secours pour les » bons sujets qui y ont été envoyés par ledit Séminaire.

» A CES CAUSES, poursuit le Décret, bien informés de la » bonne direction du Séminaire de Paris, par la vertu, le zèle » & la capacité de ceux qui le gouvernent avec grand fruit & » bénédiction;

» b⁹énédict⁹ion , nous unissons le Séminaire de Québec au Sé-
 » minaire établi à Paris , sans que le Séminaire de Québec, ni ceux
 » qui y sont demeurants , en puissent distraire & aliéner les
 » fonds , sans le consentement & permission des sieurs Direc-
 » teurs du Séminaire de Paris » , qui nommeront & choisiront
 » tel Supérieur que bon leur semblera , pour régir & gouverner ,
selon leurs Constitutions , le Séminaire de Québec ; lequel Supé-
 rieur prendra notre Bénédiction & confirmation pour exercer
 sa charge

Les deux Séminaires étant de Diocèse différent , leur union
 ne pouvoit être valable que par le concours des deux Ordinaires :
 mais le Séminaire des Missions Etrangères n'étoit plus sous la
 juridiction de l'Abbé de Saint Germain ; cette juridiction
 avoit été abandonnée à M. l'Archevêque de Paris par une tran-
 saction du 20 Septembre 1668. On eut donc recours à ce
 Prélat , qui confirma l'union des deux Séminaires par un Décret
 du 30 Octobre 1677 , précédé de toutes les solemnités accou-
 tumées (*). Dès le mois d'Avril 1676 , le Roi avoit donné ses
 Lettres-Patentes sur le Décret de M. l'Evêque de Quebec : les
 causes & les conditions de l'union y avoient été également
 autorisées.

(*) Il est rap-
 porté par l'Auteur
 des Mémoires du
 Clergé , tome 2 ,
 page 732.

Ces pieces justifient sans doute qu'il y avoit eu entre les
 deux Séminaires une correspondance intime , une liaison for-
 mée par l'intérêt commun de leur destination semblable : mais
 elles prouvent en même-temps que , ces Séminaires formoient
 des établissemens distincts , dont les biens , l'administration , le
 régime étoient séparés. Il n'eût pas été nécessaire de les unir ,
 si , formant déjà un même corps , ils n'eussent eu qu'une seule
 & même manse . L'union elle-même , qui a rendu leurs liens
 plus étroits & légaux , n'a pas confondu leur dotation ; elle n'a
 fait qu'assujétir le Séminaire de Québec à celui de Paris , en
 interdisant aux Directeurs de Québec , non l'administration de
 leurs biens , mais la faculté de les aliéner sans le consentement
 des Directeurs de celui de Paris , en le soumettant aux Con-
 stitutions du Séminaire des Missions Etrangères , & en désérant
 aux Directeurs de ce Séminaire le choix & la nomination du
 Supérieur qui gouverneroit le Séminaire de Québec , sous les
 ordres de l'Evêque diocésain , dont il auroit reçu l'institution ou
 la confirmation.

Le Séminaire de Paris n'entretenoit pas une correspondance moins étroite avec les Vicaires Apostoliques des Indes Orientales, & avec leurs Eglises naissantes. Le pieux dessein de leur fournir des Missionnaires avoit été le principe de son érection; ses Directeurs étoient d'ailleurs fondés de la procuration des Evêques, Vicaires Apostoliques, soit pour leurs affaires propres, soit pour celles de leurs Eglises : mais les Missions n'ayant point été unies au Séminaire, la correspondance demeura dans les termes de celle qui avoit lié les deux Séminaires de Paris & de Québec jusqu'en 1676. Cependant les Directeurs reçurent diverses Donations faites en faveur des Evêques, Vicaires Apostoliques, & des Missionnaires qui travailleroient sous leur inspection. Ces Prélats & leurs Ecclésiastiques, ne formant point un corps légal, eussent été incapables d'accepter ces Donations, destinées à perpétuer l'œuvre des Missions.

Le 18 Octobre 1666, le sieur de Meurs, Supérieur du Séminaire, légua aux sieurs Gazil & Fermanel un Contrat de 100 livres de rente pour contribuer aux Missions de la Chine : il donna un pareil Contrat & ses meubles au Séminaire, *pour contribuer à ses besoins.*

M. de Morangis légua au Séminaire, par son Testament du 24 Septembre 1669, une somme de 1000 livres, à prendre chaque année, & pendant vingt ans consécutifs, sur ses biens; & il voulut que de cette somme, 200 livres fussent employées annuellement à l'entretien des Séminaristes, & que le surplus fût appliqué, par l'avis de Messieurs d'Argenson, du Plessis-Montbard, & du Supérieur du Séminaire, aux Missions d'Ecce, de Grece, Syrie, Perse, ou autres lieux.

Le 12 Février 1674, Madame la Duchesse d'Aiguillon, » qui avoit contribué à la Mission des trois Evêques François
» par ses instantes poursuites auprès du Pape Alexandre VII,
» donna (par Acte du 12 Février 1674) au Séminaire établi à
» Paris pour les Missions Etrangères, & acceptant par les sieurs...
» Directeurs dudit Séminaire... la somme de 600 livres de
» rente annuelle, laquelle sera fournie chacune année par leurs
» soins à M. François Pallu, Evêque d'Héliopolis, Vicaire Apostolique du Tonquin, tant qu'il résidera sur les lieux de sa
» Mission, & non autrement, & en son lieu, ou après son décès

» à ses successeurs pourvu qu'ils soient François de nais-
 » sance , qu'ils aient été présentés au Saint Siege par les Direc-
 » teurs du Séminaire , & que pour continuer une entiere cor-
 » respondance avec ledit Séminaire , ils choisissent un ou plu-
 » sieurs de ses Directeurs pour leur servir d'Agens & de Pro-
 » cureurs pour leurs affaires , tant auprès du Saint Siege
 » qu'ailleurs déclarant ladite Dame Duchesse qu'elle dé-
 » charge lesdits Directeurs de tout compte de l'emploi de la
 » rente de 600 livres en Justice , mais seulement envers le
 » sieur Archevêque de Paris , auquel ils sont soumis pour ce
 » regard. »

Le sieur Guyard , Missionnaire aux Royaumes de la Chine ,
 Cochinchine & Tonquin , décédé en 1675 , avoit légué dès le
 23 Octobre 1665 , par Testament olographe , au Séminaire ,
 600 livres de rente perpétuelle , dont 500 livres seroient em-
 ployés à la subsistance des Prêtres Missionnaires , qui sortis de
 ce Séminaire travailleroient aux Missions sous la direction des
 Evêques , dont les Supérieurs du Séminaire feront les grands
 Vicaires , Agens ou Procureurs ; & les 100 livres restant seroient
 au profit du Séminaire. En cas de diminution du revenu , le Tes-
 tateur voulut que la perte fût supportée par le Séminaire , qui
 seroit tenu à perpétuité de faire valoir 500 livres de rente aux Mis-
 sions. Ce Testament fut confirmé par un Codicile du 9 Juillet
 1671.

Le 14 Janvier 1684 , M. l'Evêque de Metellopolis , chargé
 par le Saint Siege des Séminaires établis *dans l'étendue de sa*
Jurisdiction , » & considérant l'importance qu'ont toutes les Mis-
 » sions d'être à jamais unies aux Directeurs du Séminaire des
 » Missions Etrangères établi à Paris , espérant de leur zele
 » qu'ils voudront bien étendre le soin qu'ils prennent pour la
 » direction de ses Ecclésiastiques , & la procure de son temporel ,
 » jusqu'à Siam . . . leur donna la direction du Séminaire gé-
 » néral de Siam. Nous les prions (ajoute l'Acte) de vouloir
 » bien l'accepter , avec la procure générale du temporel de nos
 » Missions , & d'envoyer ici des personnes de leur Corps pour pren-
 » dre le susdit emploi . . . & pour les exciter davantage à le
 » prendre , nous leur donnons & à leurs successeurs à perpétuité ,
 » sans que nos successeurs puissent y rien prétendre , la mai-

» son du Séminaire de Saint Joseph , & ses dépendances. »

Tous ces Actes annoncent qu'il n'y avoit point d'union légale proprement dite entre les Missions & le Séminaire , & que loin de former un seul corps qui n'eût qu'une manse commune , le temporel des Missions étoit entièrement séparé des fonds du Séminaire , & que les Directeurs de Paris n'avoient que la fonction de Procureur & d'Agent pour les biens affectés aux Missions.

Cette distinction se montre dans tous les Actes postérieurs : en 1699 le sieur Abbé de Choisi , Titulaire du Prieuré de Saint Benoît du Saule , ayant consenti l'union de son Prieuré au Séminaire des Missions Etrangères , l'union fut prononcée par une Bulle de Rome , que l'Official de M. l'Archevêque de Bourges fulmina. Le Roi confirma la Bulle par des Lettres-Patentes du mois de Juin 1700 , enregistrées en la Cour le 21 Février 1704. On lit dans ces Lettres Royales , que le plus sûr moyen de soutenir le Séminaire , *qui ne pouvoit subsister sans un revenu plus considérable , étoit de pourvoir à la subsistance des Directeurs , qui sont les Administrateurs des biens des Missions Etrangères , & les Procureurs nés des Ouvriers Apostoliques qui y travaillent.* Le dispositif porte , que le Prieuré de Saint Benoît du Saule *demeurera perpétuellement uni & incorporé à la Maison & Séminaire des Missions étrangères.*

Peu de temps après le Prieuré de la Celle fut encore uni au Séminaire ; ses Directeurs obtinrent des Lettres-Patentes au mois de Décembre 1703 , conçues dans la même forme que les précédentes ; elles furent enregistrées le 20 Mai 1705 : mais la Cour étoit si persuadée que les biens du Séminaire ne devoient point être confondus avec ceux des Missions , qu'elle ordonna d'office par ses deux Arrêts des 21 Février 1704 , & 20 Mai 1705 , que les deniers provenant des deux Bénéfices unis *seroient employés SEULEMENT à l'entretien du Supérieur , Directeurs & Ecclésiastiques du Séminaire de Paris , demeurants en France.*

On se rappelle que par le Décret d'érection du Séminaire , les Directeurs avoient été autorisés à dresser leurs réglemens , sous la condition néanmoins de les faire approuver par l'Ordinaire , & qu'en 1675 M. l'Evêque de Québec leur rendit

témoignage dans son Décret d'union, qu'ils avoient des *Constitutions & une bonne direction* : mais les réglemens qui s'exécutoient n'étoient pour ainsi dire, que provisoires ; on attendoit pour leur donner une consistance stable que l'expérience les eût perfectionnés. Ils ne furent rédigés & fixés qu'en l'année 1715 : On les présenta à M. le Cardinal de Noailles, qui les munit du sceau de son autorité par une Ordonnance du 15 Septembre 1716.

Le premier Chapitre du Règlement explique l'objet de l'établissement du Séminaire, le but que s'étoient proposés ses Fondateurs. » L'une des premières intentions des personnes » qui penserent à l'établir fut, d'avoir une maison certaine pour la correspondance des Evêques & de leurs Ecclésiastiques, qui pût servir non-seulement à leur fournir dans les pays éloignés tous les secours temporels dont ils auroient besoin pour leur subsistance, mais encore plus à leur former & à leur envoyer des Missionnaires qui les aidassent & qui pussent leur succéder.

» Le dessein particulier des deux Puissances qui ont concouru » à cet établissement a été, de contribuer à la propagation de » l'Eglise dans les Royaumes Infidèles, par la formation d'un » Clergé où tous les degrés de la hiérarchie fussent peu à peu » suivis . . . Cette fin principale engage ceux qui sont chargés » de la conduite de la Maison, de former sur ce pied-là les » Ecclésiastiques qui se mettront entre leurs mains pour les » Missions ; comme aussi à ménager les aumônes & les fonds » qui leur seront confiés, avec une si sage économie, que tous » les Vicaires Apostoliques & les Missionnaires qui seront liés » à eux puissent avoir une subsistance honnête, & conserver » dans les Missions la gloire que Saint Paul estimoit tant de » prêcher gratuitement l'Evangile. »

Le troisième Chapitre règle l'état & le gouvernement du Séminaire. Il sera soumis immédiatement à l'Ordinaire ; ses principaux Officiers seront, un Supérieur, un Assistant, un Procureur. Le Supérieur décidera seul des choses communes & ordinaires : celles qui mériteront quelque considération seront concertées avec les Directeurs dans l'assemblée qui se tiendra chaque semaine. Quand il y en aura d'importantes, le

Supérieur convoquera tous les Directeurs , tant ordinaires qu'honoraires. Si l'affaire regarde les Missions, les Vicaires Apostoliques seront consultés.

Pour ce qui concerne le temporel , on administrera les biens du Séminaire & ceux qui sont destinés aux Missions ; mais ils ne seront point confondus. Le Procureur du Séminaire percevra les revenus de la Maison ; il en rendra un premier compte tous les six mois aux Officiers , & le second à l'assemblée générale des Directeurs. Celui des Directeurs qui aura été chargé de la recette des revenus des Missions , rendra son compte tous les trois ans dans l'assemblée des Directeurs. Il y aura autant de registres que de Missions , un coffre-fort pour leurs deniers , un autre pour ceux du Séminaire. Chaque coffre aura deux clefs , l'une déposée entre les mains du Supérieur , l'autre confiée au Directeur préposé à la recette. Mais parce que la répartition des fonds aumônés aux Missions est un des points les plus importants de l'administration , elle ne se fera que dans les assemblées générales ; & s'il est besoin de quelques éclaircissements , on les demandera au Supérieur de la maison d'entrepôt ou de correspondance.

Dans le quatrième Chapitre on fixe le nombre & la qualité des personnes dont sera composé le Séminaire , la forme des élections , la discipline , & la police intérieure de la Maison.

Ces Réglements ébauchés dès la naissance du Séminaire , corrigés à mesure que l'expérience procuroit de nouvelles lumières , portés à leur perfection & irrévocablement arrêtés en 1716 , ont fait constamment la loi du Séminaire des Missions Etrangères. C'est sous leur empire qu'il s'est perpétué , qu'il subsiste , qu'il a soutenu les Missions , en leur fournissant des Ouvriers Evangéliques pour la conversion des Infideles.

La paisible possession dans laquelle il s'est maintenu de vivre sous ses loix , de conserver le plan d'administration introduit par ses premiers Fondateurs , confirmé par ses Statuts , n'auroit encore éprouvé aucun trouble , si M. l'Evêque d'Ecrinée , Vicaire Apostolique dans les Indes Orientales , n'eût tenté , il y a quelques années , d'attaquer sa constitution & son régime. Mais les vains efforts de ce Prélat n'ont fait qu'affermir l'état & la forme primitive de cet Etablissement.

En 1748 M. l'Evêque d'Ecrinée fut chargé de la Procuration des autres Vicaires Apostoliques , pour prendre connoissance du gouvernement du Séminaire. Arrivé à Paris, il notifia ses pouvoirs aux Directeurs , & prétendit non-seulement prendre part à leurs Délibérations , mais présider aux Assemblées.

Les Directeurs lui représenterent inutilement que les Vicaires Apostoliques n'avoient aucune inspection sur le Séminaire soumis uniquement à la Jurisdiction de l'Ordinaire ; le Prélat prit les voies judiciaires. Le 23 Octobre 1750, il présenta Requête au Grand Conseil pour être maintenu dans les droits qui lui étoient contestés , & obtint un Arrêt qui, en lui permettant d'assigner les Supérieur & Directeurs du Séminaire , leur fit défenses par provision de faire aucune innovation dans ses Bâtimens. L'Arrêt fut signifié le 24. Les Directeurs se pourvurent le 26 en la Cour , où , par Arrêt rendu en la Chambre des Vacations, il fut ordonné que , sans s'arrêter à l'Arrêt du Grand Conseil, les Parties seroient tenues de procéder en première instance au Châtelet , & par appel en la Cour.

La crainte des suites & de l'éclat de cette contestation donna lieu à un Arrêt du Conseil du 24 Avril 1751 , qui , du consentement des Parties , en attribua la connoissance à M. de Maussion de Condé , Conseiller au Grand Conseil , & à M. Aubert de Tourny , Avocat général au même Tribunal , pour la juger en dernier ressort , & sur les simples Mémoires que les Parties se communiqueroient respectivement , sans frais.

Le 18 Juin M. l'Evêque d'Ecrinée présenta aux Commissaires une Requête où furent développées toutes ses prétentions. Il y conclut à ce que :

1°, Les Evêques François , Vicaires Apostoliques & leurs Missionnaires, fussent déclarés former , avec les Supérieur & Directeurs, un seul même Corps, auquel appartient en commun & par indivis la propriété tant du Séminaire que des biens dont il jouit ; & qu'en conséquence il fut ordonné que tous les revenus seroient indistinctement appliqués aux besoins des Missions & du Séminaire.

2°, Que les Evêques , Vicaires Apostoliques , seroient maintenus dans la qualité de Supérieurs des Missions & de Directeurs nés du Séminaire , & en toutes les prérogatives inhérentes

à cette qualité, c'est-à-dire, dans le droit d'avoir l'inspection primitive sur l'administration du temporel & du spirituel, de venir au Séminaire lorsqu'ils le jugeroient nécessaire, de le gouverner conjointement avec les Supérieur & Directeurs, leurs Procureurs & Mandataires, de présider à toutes les Délibérations & Assemblées, &, lorsqu'ils seroient absents, d'y envoyer un Missionnaire de chaque Mission chargé de leur pouvoir, pour y exercer les fonctions de Directeur, avec les mêmes privilèges.

3°, Que leurs Missionnaires François unis au Corps de la Mission fussent gardés dans le droit d'avoir leur retraite au Séminaire, d'y être logés, nourris, entretenus décentement, tant en santé qu'en maladie, toutes les fois qu'ils reviendroient en France, pour cause de vieillesse, infirmité, ou autres raisons approuvées par le Supérieur de la Mission.

4°, Que pour prévenir tous les abus, & entretenir l'ordre & la bonne intelligence entre les différents membres du Corps de la Mission, il seroit procédé à un Règlement général pour le Corps de la Mission & du Séminaire, & que lors de sa confection, l'Evêque d'Ecrinée auroit voix délibérative tant en son nom, que comme représentant les Vicaires Apostoliques ses Collegues.

M. l'Evêque d'Ecrinée publia un Mémoire fort étendu pour soutenir le système que présentent ses Conclusions. Il le divisa en cinq Propositions. Dans la première, il réunit tous les efforts imaginables pour établir l'unité prétendue du Corps des Missions & du Séminaire. Selon le Prélat, les premiers Vicaires Apostoliques avoient formé, avec les Ecclésiastiques qui devinrent les premiers Directeurs du Séminaire, une sainte Société, pour entreprendre l'œuvre des Missions Etrangères. Ils avoient résolu d'établir à Paris un lieu de correspondance fixe. Ce lieu devoit être le Séminaire des Missions Etrangères. Les Evêques, Vicaires Apostoliques, donnerent à leurs Associés résidents à Paris leur Procuration, pour travailler en leur nom & de leurs deniers à l'érection du Séminaire. Ce fut comme leurs Procureurs, Mandataires & Correspondants, qu'ils en obtinrent l'établissement légal. M. l'Evêque d'Ecrinée produisit des Procurations & différentes lettres, qui lui paroissoient prouver invinciblement

ciblement ces faits, & par conséquent l'existence d'une Société, d'un Corps qui réunissoit le Séminaire & les Missions pour ne former qu'un tout unique, & une Congrégation indivisible.

Les autres Propositions du Mémoire ne furent que des Corollaires de la premiere. M. l'Evêque d'Ecrinée y soutint que la propriété du Séminaire appartenoit aux Missions, & qu'il n'y avoit aucune distinction réelle de manse entre ces deux Etablissements; que les Vicaires Apostoliques étoient les Supérieurs & Directeurs nés du Séminaire; que les Directeurs résidents n'étoient que leurs Représentants & leurs Mandataires; que les Missionnaires avoient droit au Séminaire, & y devoient être reçus, logés, nourris & entretenus; enfin qu'il étoit indispensable de dresser de concert un Règlement, qui servant de loi à tous les membres du Corps des Missions, fixât leurs droits & leurs fonctions.

Les Directeurs du Séminaire n'eurent besoin, pour renverser sans ressource les fondements chimériques de ce système de pure imagination, que de leur opposer les titres de l'érection du Séminaire. Ils les firent imprimer; & à leur lecture les Commissaires choisis par M. l'Evêque d'Ecrinée, se décidèrent & rendirent le 2 Août 1751 leur Jugement contradictoire: » Nous... avons maintenu & gardé les Supérieur & Direc- » teurs du Séminaire des Missions Etrangères dans la possession » dudit Séminaire, & dans le droit & possession de sa Direction, » conduite & pleine administration, tant au spirituel qu'au tem- » porel, sous la Jurisdiction de M. l'Archevêque de Paris. En » conséquence avons maintenu le Supérieur actuel & ses suc- » cesseurs élus en la maniere ordinaire, & institués par M. l'Ar- » chevêque de Paris, dans la possession de la supériorité du Corps » & Communauté, ensemble dans la possession de tous les » droits appartenants à la supériorité, & notamment dans l'ad- » ministration & gouvernement en chef, tant au spirituel qu'au » temporel dudit Séminaire, conjointement avec les Directeurs » seuls & leurs Successeurs ou Associés dans ladite Direction, » suivant la participation que lesdits Directeurs doivent avoir » à ladite administration & gouvernement: faisons défenses aux » Evêques, Vicaires Apostoliques & leurs Missionnaires de les

» y troubler ; & néanmoins avons donné Acte auxdits Supé-
 » rieur & Directeurs de la Déclaration portée en leur Requête
 » du 24 Juillet dernier, qu'ils reconnoissent qu'en conséquence
 » de Donations & Fondations faites & confiées audit Sémi-
 » naire, de l'exécution desquelles ils sont tenus de rendre comp-
 » te à M. l'Archevêque, lesdits Supérieur & Directeurs sont
 » obligés de fournir à tous les Ecclésiastiques par eux agréés &
 » envoyés dans les Missions Etrangères, leur subsistance dans les
 » Missions, soit en santé soit en maladie, tant & si long-temps
 » que lesdits Missionnaires demeurent attachés aux Missions ; &
 » que lorsque quelqu'un desdits Ecclésiastiques repasse en Eu-
 » rope pour des raisons légitimes, & avec l'approbation des
 » Vicaires Apostoliques ou autres Supérieurs des Missions, lesdits
 » Supérieur & Directeurs du Séminaire sont tenus de fournir
 » pareillement à la subsistance desdits Missionnaires, s'ils n'ont
 » pas d'ailleurs de quoi y fournir ; & que même dans le cas, où
 » les fonds des Donations & Fondations seroient insuffisants,
 » lesdits Supérieur & Directeurs s'obligent, sous le bon plaisir
 » de M. l'Archevêque de Paris, de suppléer à l'insuffisance des-
 » dits fonds sur les biens du Séminaire. Ce faisant, avons déclaré
 » les Vicaires Apostoliques & leurs Missionnaires non-receva-
 » bles dans toutes leurs demandes, sauf à chacun d'eux d'infor-
 » mer les Supérieurs qui en doivent connoître des abus qu'il
 » croira appercevoir dans l'administration & gouvernement du
 » Séminaire & des biens dont il jouit, pour y être pourvu,
 » soit par voie de règlement ou autrement, ainsi qu'il sera jugé
 » plus à propos ; & sur le surplus des requêtes & demandes des
 » Parties, avons mis lesdites Parties hors de Cour ».

Se seroit-on attendu qu'après une décision si précise la même
 contestation pût renaitre ; & que les Vicaires Apostoliques réu-
 nis avec leurs Missionnaires ayant succombé, un petit nombre
 de Particuliers osât concevoir le projet de hasarder les mêmes
 demandes ?

Les sieurs Girard & Manach, Missionnaires de l'Acadie,
 n'ont point été effrayés de cette entreprise ; mais pour donner
 une couleur nouvelle à leur démarche, ou plutôt pour couvrir
 l'identité parfaite de leurs prétentions & de celles de M. l'E-
 vêque d'Ecrinée, ils ont eu soin de ne pas suivre la même

route. Au lieu de prendre, comme le Prélat, la voie naturelle de la Complainte, où leurs Conclusions n'eussent pu être que celles même des Vicaires Apostoliques, ils ont eu recours à l'Appel comme d'abus. Les réglemens du Séminaire des Missions Etrangères dressés sur le plan de son établissement, sur les titres de son érection, supposent que ce Séminaire forme un Corps isolé, une Communauté qui subsiste par elle-même. Ils ont donc appliqué à ces réglemens l'inculpation d'abus que jamais ils n'eussent osé faire tomber sur les Actes primitifs qui ont fixé l'état & le sort du Séminaire, en lui donnant une existence légale.

Les sieurs Girard & Manach ont répandu avec affectation dans le public un Mémoire, qui n'offre, s'il est permis de s'exprimer ainsi, qu'un réchauffé indigeste de celui que M. l'Evêque d'Ecrinée publia en 1751. On y trouve les mêmes clameurs, le même système, les mêmes prétentions, les mêmes moyens. Ce sont aussi des mêmes pièces dont les sieurs Girard & Manach s'autorisent.

Si l'on en croit ces deux Missionnaires, il se forma, vers le milieu du dernier siècle, une société de Prêtres pour la conversion des Infidèles. Les uns partirent pour les Missions; les autres restèrent à Paris pour être leurs correspondants. Ceux-ci furent constitués agents des premiers par des Procurations qui les autorisoient à solliciter en leur nom l'établissement d'un chef-lieu des Missions, & qui contenoient l'abandon de leurs biens, pour les mettre en état de faire au profit des Missions toutes les acquisitions nécessaires; ces Mandataires obtinrent en effet, tant pour eux que pour leurs Associés dans l'œuvre des Missions, l'érection du Séminaire des Missions Etrangères. Les Missions & le Séminaire ne formerent donc qu'un seul établissement qui, avec la même origine, eut la même destination, les mêmes Fondateurs, & la même existence canonique & civile.

C'est de cette supposition qui servit de base au système de M. l'Evêque d'Ecrinée, que les sieurs Girard & Manach concluent, qu'y ayant unité de corps & de titres constitutifs, il y a unité de propriété générale dans la Congrégation des Missions; que le Séminaire en est le chef-lieu, qu'il est administré par les Procureurs de la Congrégation, que tous les Missionnaires en sont les membres; qu'en cette qualité ils doivent y

être nourris & entretenus , quand ils reviennent en France , être associés aux Directeurs , avoir entrée aux Assemblées , voix active & passive aux Délibérations ; & c'est parce que les réglemens approuvés en 1716 par M. le Cardinal de Noailles , ne se concilient point avec ces idées , que les sieurs Girard & Manach les ont dénoncés à la Justice.

Ces deux Missionnaires ne bornent pas même leurs prétentions où M. l'Evêque d'Ecrinée les fixoit. Ce Prélat content que les Missionnaires des Indes chargés de la Procuration des Vicaires Apostoliques eussent part à l'administration du Séminaire , borroit ses vues à leur procurer le titre d'Associés des Directeurs. Les sieurs Girard & Manach, moins réservés, n'aspirent pas seulement à s'égaliser aux Directeurs ; le Supérieur & les Directeurs actuels , quoique successeurs du sieur de Meurs & de ses Associés , quoique élus & institués dans la même forme que tous ceux qui les ont précédés , ne sont aux yeux de ces deux Ecclésiastiques que *des Etrangers & des Intrus*. Les sieurs Girard & Manach menacent de contester leur qualité , après qu'ils auront eux-mêmes recouvré leur état.

Le 26 Mars 1763 , ils ont obtenu des Lettres de Relief d'appel comme d'abus , tant des réglemens du Séminaire que de l'Ordonnance de M. le Cardinal de Noailles du 5 Septembre 1716 qui les approuve. Le 28 ils ont intimé les Supérieur & Directeurs. Le 19 Août suivant , le sieur Davoust se disant Provicaire Apostolique du Tonquin s'est rendu Partie intervenante , tant en son nom que comme se prétendant fondé des pouvoirs des Vicaires Apostoliques du Tonquin & de Siam.

Le 27 du même mois , les sieurs Girard & Manach ont demandé par provision que les Supérieur & Directeurs du Séminaire fussent tenus de les loger , meubler , nourrir , chauffer , éclairer tant en santé qu'en maladie dans le Séminaire , lorsqu'ils jugeroient à propos de s'y retirer , de leur payer annuellement pour leur entretien une somme de 200 liv. & telle autre somme qu'il plairoit à la Cour fixer pour fournir au Jugement des contestations.

Cette demande a fait naître une Instance d'appointé à mettre au rapport de M. l'Abbé Lenoir. Le 3 Septembre le sieur Davoust est intervenu , & a repris les mêmes Conclusions.

Le 28 Novembre dernier, le sieur Leloutre, Missionnaire de l'Acadie, a présenté une Requête d'intervention dans la double instance, & a adhéré aux Conclusions des sieurs Girard & Manach.

Enfin le 9 Décembre est intervenu Arrêt qui, sans préjudice du droit des Parties au principal, a ordonné par provision que sur les biens & revenus du Séminaire, il seroit payé à chacun des sieurs Girard, Manach & le Loutre une somme de 200 liv.; que les Supérieur & Directeurs seroient tenus de loger, chauffer, nourrir, & éclairer le sieur Davoust, & de lui donner annuellement la somme de 80 liv. pour, avec celle de 120 liv. qu'il retire de son patrimoine, composer celle de 200 livres : l'Arrêt a joint le surplus des demandes aux appels, toutes choses demeurantes en état, & dépens réservés, dont les sieurs Girard, Manach, Davoust & le Loutre seroient payés, comme de leur provision.

M O Y E N S.

LES Appellants comme d'abus attaquent les réglemens du Séminaire des Missions Etrangères, & l'Ordonnance de M. le Cardinal de Noailles, qui les a confirmés. Ce n'est pas sans doute à raison de l'autorité dont est émanée l'Ordonnance qu'ils la critiquent : M. l'Abbé de Saint Germain s'étoit réservé par le Décret d'érection du Séminaire le droit d'examiner & d'approuver les Statuts & Réglemens qui seroient dressés par les Directeurs : M. l'Archevêque de Paris est devenu le Supérieur majeur du Séminaire par la Transaction de 1668. M. le Cardinal de Noailles a donc pû en 1716 rendre une Ordonnance approbative des Réglemens. Ce n'est aussi que parce que l'Ordonnance les autorise qu'elle est inculpée d'abus.

Les Réglemens excitent les plaintes des Appellants comme d'abus sous deux rapports : ils ont été formés par les seuls Directeurs sans le concours des Missionnaires; ils contiennent plusieurs dispositions qui, dénaturant l'établissement du Séminaire, donnent atteinte à leurs droits. » Les prétendus Directeurs, » disent-ils, à l'insçu des Missionnaires absents, sans même » avoir consulté les Missionnaires présents, ont fait un régle-

» ment qu'ils sont parvenus à faire approuver. Ce règlement
 » contredit formellement l'institution du Séminaire , en ce qu'il
 » exclut de la direction & administration du Séminaire les Mis-
 » sionnaires pour lesquels seuls il a été établi . . . en ce qu'il
 » ne fait des Missions , qui en sont l'objet unique , qu'un objet
 » particulier : en ce qu'il subordonne l'intérêt des jeunes Mis-
 » sionnaires à celui des Directeurs : en ce qu'il réduit les droits
 » des Missionnaires sur leur maison de Paris à un droit d'hospi-
 » talité qui pourroit s'acquitter par une modique pension : en
 » ce qu'il a rempli le Séminaire de personnes étrangères aux
 » Missions, sous le nom de Directeurs ordinaires & honoraires....
 » en ce qu'il conduit à détourner les revenus des Missions , en
 » permettant de les distribuer à des étrangers » .

Il est évident que tous ces griefs se réunissent en un seul , ou qu'ils dépendent tous d'un même principe. Si le règlement paroît abusif , c'est parce qu'il distingue le Séminaire des Missions ; qu'il sépare la masse du Séminaire des fondations augmentées pour les Missions ; qu'il concentre dans la personne du Supérieur & des Directeurs le gouvernement du Séminaire & l'administration de la double caisse. Toutes ces dispositions sont sages & légitimes , si le Séminaire n'appartient point aux Missions , quoiqu'établi pour leur utilité. L'unité de corps , imaginée d'abord par M. l'Evêque d'Ecrinée , adoptée depuis par les sieurs Girard & Manach , est l'unique fondement de l'appel comme d'abus. C'est de ce point essentiel que dérivent , comme autant de conséquences , toutes les plaintes qu'ils accumulent. Est-il donc vrai que les Missions & le Séminaire ne forment qu'un Corps ? que les Missionnaires de l'Amérique & des Indes Orientales composent une Congrégation légale dont le Séminaire est le chef-lieu , & dont tous les membres ont des droits acquis sur cet établissement ?

Pour juger de la nature d'un établissement , il faut consulter sa possession ou ses titres. Ces deux règles réclament également contre le système des Appellants.

Le Séminaire des Missions Etrangères est comme les autres Séminaires un Corps particulier ; il a un Supérieur & des Directeurs qui l'administrent au temporel & au spirituel : son objet , à la vérité , n'est point de former des Ecclesiastiques pour le

Diocèse de Paris, puisqu'il a été érigé pour fournir aux Missions Etrangères des Ecclésiastiques ou des Laïcs qui se consacrent à la conversion des Infidèles. Le Clergé du Diocèse de Paris n'est point propriétaire de ce Séminaire, parce qu'il n'a point été établi pour son utilité; mais avec ces deux différences corélatives l'une à l'autre, qui le distinguent des autres Séminaires, il leur est semblable sous les autres rapports. C'est un établissement public formé par le concours des deux puissances; il a une existence légale; il possède des fonds; il est régi par des Directeurs qui le représentent, qui défendent ses droits & ses intérêts, en même-temps qu'ils remplissent par l'instruction des Missionnaires la fin pour laquelle il a été érigé. En ignorant à part les droits de l'Eglise & de l'Etat, à qui ce Séminaire appartient primordialement, ainsi que les Collèges, il n'a point d'autres propriétaires que ses Directeurs, qui, successeurs ou représentants de ses Fondateurs, se perpétuent par la voie de l'élection, & se transmettent successivement le pouvoir que les premiers Directeurs reçurent des deux puissances par le titre même de sa création.

Il en est du Séminaire des Missions Etrangères à-peu-près comme des Monastères qui ne dépendant d'aucune Congrégation forment des établissements isolés: les Fondateurs les ont dotés, l'Eglise y a érigé une Communauté, l'Etat leur a donné un être civil. Telle est précisément la nature du Séminaire des Missions Etrangères, si ce n'est que les membres qui le composent ne sont pas liés par des vœux, qu'ils vivent cléricalement, & que comme ils peuvent quitter la maison, ils peuvent aussi dans certains cas être renvoyés.

Mais indépendamment de cette Constitution essentielle & primitive, le Séminaire des Missions Etrangères est encore chargé des fonds aumônés aux Missions & affectés à l'entretien des Missionnaires. Ces fonds ne sont point partie de la masse du Séminaire, ils ne lui sont point affectés; ce sont des fondations dont l'objet & la destination sont différentes: si les Directeurs les régissent, en reçoivent les revenus, en régulent l'emploi, c'est à titre de Dépositaires & d'Administrateurs nécessaires, de Procureurs-nés des Missions; c'est parce que les Missions étoient incapables de les recevoir & de les posséder.

Ces fonds sont immédiatement sous l'inspection de l'autorité publique, de même que toutes les fondations. C'est à M. l'Archevêque de Paris, comme Supérieur majeur, que les Directeurs en rendent compte.

De-là naissent deux relations essentielles & indispensables entre le Séminaire & les Missions Etrangères ; l'une à raison des Missionnaires qui y sont élevés, l'autre à raison des deniers qui doivent être transmis aux Missions. Cette double relation suppose & exige une correspondance entre les Missions & le Séminaire, entre les Vicaires Apostoliques, Supérieurs des Missions, & les Directeurs du Séminaire : mais cette correspondance, sans laquelle les vues qui ont fait ériger le Séminaire ne seroient pas remplies, ne change point la nature de cet établissement : il n'en est pas moins un Séminaire, qui par état ne dépend que de l'Ordinaire dans l'ordre Ecclésiastique, & qui formant un Corps particulier & isolé, se perpétue par la substitution légitime des Directeurs qui le gouvernent.

Il n'est pas besoin sans doute de prouver que ce tableau représente fidèlement la Constitution présente du Séminaire des Missions Etrangères, qu'il donne une juste idée de son existence actuelle. C'est elle qui a été reconnue par le jugement du 2 Août 1751. C'est elle que les Réglements de 1716 approuvent & consacrent. Or cette Constitution, cette existence n'a jamais varié : le Séminaire n'a éprouvé aucune révolution qui en ait altéré ou modifié l'institution originaire : il est ce qu'il a toujours été, & il a toujours été ce qu'il est : ses Réglements, ses Délibérations, ses Registres, tous les actes de son administration, en un mot, constatent l'uniformité de sa possession & l'unité de son existence.

En faudroit-il davantage pour convaincre tout esprit raisonnable, que la situation présente du Séminaire est celle même qu'il a reçue en naissant ; qu'elle tire sa source des titres primitifs de son érection ? Imagine-t-on qu'à l'instant même de sa formation il ait perdu la vie qu'il venoit d'acquérir ; que sa constitution ait été supprimée dans son berceau ; que ses premiers Fondateurs en eussent ignoré la nature, ou eussent voulu attenter à son état ? L'eussent-ils hasardé sans réclamation, l'eussent-ils exécuté sans obstacles ?

Mais

Mais laissons les présomptions si fortes & si naturelles qui naissent de la possession constante & non interrompue du Séminaire, pour consulter ses titres.

M. l'Evêque de Babylone est le premier fondateur du Séminaire : ayant travaillé avec succès aux Missions de la Perse, il desire soutenir & affermir une œuvre dont il a vu par lui-même le fruit : il s'entretient avec MM. de Morangis & de Garibal de ce religieux projet. Quel est l'effet de ces pieuses conférences ? Elles produisent l'Acte de donation du 16 Mars 1663. Le Prélat donne tous ses biens à ces deux Magistrats, il les donne *en faveur des Missions Etrangères* ; mais c'est *pour établir, par les soins des Donataires, un Séminaire de personnes qui seront jugées capables & utiles au bien de l'œuvre, qui seront instruites aux études, langues & connoissances nécessaires . . . sous la conduite de ceux qui auront le gouvernement du Séminaire.* Les charges de la donation sont assez indifférentes en elles-mêmes. Qu'elles aient ou n'aient pas été équivalentes au prix des choses données ; que le Contrat doive être considéré comme une vente plutôt que comme une donation ; peu importe. Il est toujours vrai que le Prélat étoit maître de ne pas donner, ou si l'on veut, de ne pas vendre les fonds qu'il a destinés au Séminaire ; il est toujours constant que son vœu a été de les consacrer à l'érection d'un Séminaire, & qu'il a voulu en conséquence avoir le titre de Fondateur de cet établissement.

Ne confondons pas les motifs avec l'objet de la donation. C'est en considération des Missions, c'est pour les favoriser que la libéralité est faite : mais quel en est le véritable objet ? C'est d'établir un Séminaire où seront instruits & formés des Missionnaires capables de prêcher l'Evangile aux Infidèles. Ce n'est donc point aux Missions que la donation est faite : sa fin est un établissement dont les Missions tireront avantage.

Il est si certain que le Prélat ne vouloit point aumôner ses biens aux Missions, que par une contre-lettre datée du même jour que le Contrat de donation, il oblige ses Donataires, dans le cas où l'établissement du Séminaire projeté ne pourroit pas avoir lieu, à les appliquer à *quelqu'autre œuvre pie, & de plus grande gloire à Dieu, qu'ils jugeront convenable, & où ils trouveront plus de facilité & de disposition.*

Deux jours après, MM. de Morangis & de Garibal font une rétrocession en faveur des sieurs Gazil & Poitevin. Ces deux Ecclésiastiques s'engagent solidairement à remplir les clauses de la donation à la décharge des Donataires. Le transport est fait sous l'expresse condition que les Cessionnaires, & *autres joints avec eux*, établiront un Séminaire à l'effet des *Missions Etrangères*. Les sieurs Gazil & Poitevin déclarent qu'ils ont promis au Prélat de satisfaire à ses intentions, qu'il *s'en est reposé sur eux*. Ils contractent solennellement l'obligation, ou d'ériger un Séminaire, ou d'appliquer les fonds donnés à quelque autre établissement p.eux, de l'avis de MM. de Morangis & de Garibal.

Arrêtons-nous à ces premiers Actes qui renferment incontestablement le vœu des Fondateurs, des premiers Auteurs du Séminaire. Y apperçoit-on la moindre trace du projet d'ériger une Congrégation nouvelle, composée des Vicaires Apostoliques & des Missionnaires, occupés dans les Indes & en Amérique à porter la lumière de la foi aux Infidèles ? M. l'Evêque de Babylone explique clairement ses intentions. Un Séminaire, ou quelque autre bonne œuvre possible ; voilà l'objet de son zèle, le terme de ses libéralités. Il desire que le Séminaire soit confié à des Ecclésiastiques qui le gouvernent, qu'on y élève des Séminaristes propres aux *Missions Etrangères*, & à celles de la Perse par préférence. MM. de Morangis & de Garibal acceptent la donation avec ses charges, & s'engagent à remplir les vues du Donateur. Ces Donataires se substituent, du consentement de M. l'Evêque de Babylone, deux Ecclésiastiques, qui promettent d'exécuter ses volontés, avec des associés qui se joindront à eux. Voit-on autre chose dans ces engagements réciproques qu'un heureux concert pour la formation d'un Séminaire ? Et qui dit Séminaire, dit une Maison isolée, qui a son existence, sa dotation, son administration propre. S'il est parlé des *Missions*, c'est uniquement pour marquer la destination du Séminaire. L'intérêt des *Missions* est tellement subordonné au projet d'ériger un Séminaire, que si le Séminaire manque, les *Missions* sont abandonnées pour consacrer les biens du Donateur à toute autre bonne œuvre possible.

Le projet a eu son parfait accomplissement : le Séminaire a

été érigé ; mais parce qu'il n'a été établi que sur le plan tracé par M. l'Evêque de Babylone, & adopté par ses Donataires , les titres de son érection sont conformes aux Actes préparatifs, qui en avoient jetté les premiers fondements. M. l'Evêque de Babylone , MM. de Morangis & de Garibal , & les sieurs Gazil & Poitevin se sont réunis pour porter aux pieds du trône leur résolution commune. Ils ont mis sous les yeux du Souverain les Actes par lesquels ils s'étoient liés sous son bon plaisir. Ils ont intéressé sa piété par la considération des fruits abondants des Missions, des libéralités qu'elles avoient déjà reçu de sa munificence Royale , des avantages que leur procureroit le nouveau Séminaire. Ils en ont annoncé le succès comme certain par la liaison & les correspondances des sieurs Gazil & Poitevin avec les Evêques , Vicaires Apostoliques. Le Roi touché de ces motifs a fait droit sur la Requête : ses Lettres-Patentes ont été expédiées ; il a formellement approuvé le contenu aux Actes exposés sous ses yeux ; ils ont été annexés aux Lettres-Patentes : il a autorisé *l'établissement du Séminaire* ; il l'a autorisé *en faveur des sieurs Poitevin & Gazil , & leurs Associés* ; il l'a autorisé pour l'avantage & l'utilité des Missions , & il a permis son érection suivant les vues de M. l'Evêque de Babylone , à la charge de se pourvoir pardevers M. l'Abbé de Saint Germain pour le spirituel.

Les Lettres-Patentes ont été accordées au mois de Juillet. Elles ont été enregistrées au mois de Septembre. On s'est adressé à M. l'Abbé de Saint Germain au mois d'Octobre. La Requête a été présentée par M. l'Evêque de Babylone, MM. de Morangis & Garibal , & les sieurs Gazil & Poitevin. Les mêmes raisons ont servi de base aux Lettres-Patentes & au Décret de M. l'Abbé de Saint Germain. Cet Abbé bien informé *des bonnes qualités des sieurs Gazil & Poitevin*, de leur zele , capacité & suffisance , étant même *Procureurs & Correspondants des Evêques , Vicaires Apostoliques* , a confirmé , en ce qui le concernoit , les Contrats de donation & de remise ; il a *permis aux sieurs Poitevin, Gazil & leurs Associés de faire l'établissement du Séminaire* , d'y vivre en *Communauté Ecclésiastique* , ainsi que les autres Séminaires institués dans le Fauxbourg Saint Germain , sous la conduite d'un *Supérieur qu'ils pourroient élire*.

Le 27 Octobre, le sieur Gazil a été mis en possession du Séminaire par le grand Vicaire de M. l'Abbé de Saint Germain. Il en a pris possession en *qualité de Directeur, tant en son nom que pour & au nom du sieur Poitevin, & autres Associés en la direction dudit Séminaire.*

Le 10 Mars suivant, les sieurs Gazil & Poitevin ont déclaré qu'ils n'avoient accepté la donation, qu'ils ne l'avoient accomplie en acquittant ses charges, qu'ils n'avoient acquis des fonds, fait construire les bâtimens du Séminaire, *qu'en attendant le retour de ceux avec qui ils étoient de concert pour ce dessein*, & qui devoient avec eux faire le Corps du Séminaire; & que dès-lors leur intention avoit été de se les associer.* Ils ont fait cette déclaration en présence de ces Associés, qui, par le même Acte, se sont chargés solidairement de remplir tous les engagements des sieurs Gazil & Poitevin, tant pour eux *que pour leurs successeurs qui feront le Corps d'icelui Séminaire.*

* Ceux dont on attendoit le retour, étoient les sieurs de Meurs, Bezard, Fermanel, &c, occupés alors à faire une Mission à Selles en Berry.

Peu de temps après, tous les Directeurs associés se sont assemblés, ils ont procédé au choix d'un Supérieur, le sieur de Meurs a été élu; M. l'Abbé de Saint Germain a confirmé l'élection, & conféré au sieur de Meurs le pouvoir de gouverner le Séminaire, tant au spirituel qu'au temporel: *Dantes tibi omnem potestatem in spiritualibus & temporalibus regendi & administrandi.*

S'il ne faut pas séparer les titres d'érection du Séminaire des Actes qui les avoient précédés, il faut aussi réunir tous les titres qui ont concouru à cette érection. Les Lettres-Patentes, le Décret de l'Abbé de Saint Germain, la prise de possession, la déclaration des Associés, l'élection & l'institution du premier Supérieur, tous ces Actes ont un rapport nécessaire. M. l'Abbé de Saint Germain a érigé l'établissement dont le Roi avoit permis l'érection; le sieur Gazil a pris possession du Séminaire dans l'état où il avoit été établi par les deux puissances. L'Acte du 10 Mars 1664 a fixé les Associés qui devoient composer la Communauté créée par le Décret d'érection. Les deux derniers Actes offrent l'exécution de l'établissement formé par les deux premiers; & ceux-ci n'avoient fait qu'approuver & effectuer le projet tracé par les Actes préparatoires.

Or à la lecture de ces Actes, & sur tout, en les rapprochant,

peut-on y méconnoître la constitution du Séminaire, telle qu'elle s'est maintenue jusqu'à nos jours.

Le Roi a consenti l'érection du Séminaire dont M. l'Evêque de Babylone avoit projeté l'établissement. Les sieurs Gazil & Poitevin s'étoient chargés pour eux, & autres joints avec eux, de former le Séminaire. Le Roi l'a permis en leur faveur, & pour leurs associés. Il a été érigé pour eux & pour ces associés; le sieur Gazil en a pris possession en leur nom. M. l'Abbé de Saint Germain a créé une Communauté dont ils devoient être seuls les membres. Tous les associés réunis ont fait leur concordat; ils ont choisi un Supérieur en qualité de Directeurs associés. M. l'Abbé de Saint Germain a reconnu cette qualité en confirmant l'élection. Le Séminaire a donc été érigé pour former un Corps distinct, isolé, une Communauté chargée de l'administration du Séminaire, & composée uniquement des sieurs Gazil, Poitevin, & des personnes qu'ils ont voulu s'associer.

Enfin les Actes postérieurs confirment ce qui paroît si sensible dans les titres primordiaux.

Le sieur de Meurs, premier Supérieur du Séminaire, fait son testament, & distingue dans ses libéralités ce qu'il donne au Séminaire pour l'entretien des Missions, de ce qu'il lui lègue pour les propres besoins du Séminaire. M. de Morangis qui ne pouvoit ignorer la nature d'un établissement auquel il avoit eu tant de part, distribue entre les Missions & le Séminaire ce qu'il aumône à chacune de ces œuvres distinctes. Madame la Duchesse d'Aiguillon rend le Séminaire dépositaire d'une Donation dont elle gratifie les Missions; mais sous diverses conditions, qui toutes démontrent que les Vicaires Apostoliques n'étoient point membres du Corps du Séminaire, que le Séminaire ne dépendoit pas d'eux, qu'il ne leur devoit aucun compte, & que sa manse lui étoit propre.

Les Vicaires Apostoliques rendent eux-mêmes l'hommage le moins équivoque à l'indépendance du Séminaire des Missions Etrangères. M. l'Evêque de Québec, auparavant Evêque de Pétrée & simple Vicaire Apostolique, avoue que ce Séminaire formoit un *Corps stable*, & que celui qu'il avoit établi pour la Mission de l'Amérique, n'en faisoit point partie; puisque, loin de participer à cette solidité, il ne pouvoit l'acquérir que par

une union perpétuelle & légale. Il déclare que la correspondance des premiers Directeurs avec les Missions n'avoit été que le *motif* de l'érection du Séminaire des Missions Etrangères. C'est dans la vue de pourvoir à la conservation de celui de Québec qu'il l'unit au Séminaire de Paris. Il ne veut pas cependant que l'union confonde leur administration & leur manse. Il n'interdit à celui de Québec que la faculté d'aliéner les biens qui lui appartiennent, sans le consentement de l'autre; & il n'accorde au Séminaire de Paris que le droit de nommer le Supérieur qui gouvernera le Séminaire de Québec sous les ordres de son Evêque.

M. l'Evêque de Mételopolis, autre Vicaire Apostolique, reconnoît qu'il n'est chargé que du soin des Séminaires qui sont dans l'étendue de sa Jurisdiction. Il regarde comme un avantage essentiel pour la Mission de Siam, que les Directeurs du Séminaire de Paris se chargent de la procure générale de son temporel; il les prie d'accepter la direction du Séminaire de Siam; il leur demande avec instance qu'ils y envoient quelqu'un de leur Corps; il leur donne, & à leurs successeurs à perpétuité, la propriété du Séminaire de saint Joseph, & il veut que ses propres successeurs ne puissent jamais y rien prétendre.

Ce langage se peut-il concilier avec le système des Appellants? Est-ce ainsi qu'un Directeur - né parleroit à ses Procureurs & Mandataires? M. l'Evêque de Mételopolis auroit-il donné au Séminaire de Paris des possessions propres à la Mission de Siam, si les Missions & le Séminaire n'avoient eu qu'une seule & même manse? Eut-il appelé un membre du Corps de ce Séminaire pour régir celui de Siam, si les Missions & le Séminaire n'eussent formé qu'un même Corps?

On n'avoit point dans le Royaume d'autre idée de l'état constitutif du Séminaire des Missions Etrangères. A Siam & à Québec on le considéroit comme un établissement tout-à-fait distinct des Missions, qui n'avoit avec elles d'autres liens que ceux d'une simple correspondance. En France, on défendoit d'appliquer aux Missions les deniers affectés à la manse du Séminaire. Les titres des Prieurés de la Celle & de saint Benoît du Sault ayant été éteints au commencement de ce siècle, & les revenus unis à la maison du Séminaire pour augmenter sa

31

dotation ; & pourvoir à la subsistance de ses *membres* , ces unions ont été confirmées par la Puissance publique ; mais , parce que les Lettres-Patentes donnoient aux Directeurs du Séminaire la qualité d'*Administrateurs des biens des Missions Etrangères & de Procureurs-nés des Ouvriers Apostoliques qui y travaillent* ; la Cour craignant , que les qualités de Directeurs du Séminaire & de Procureurs des Missions , réunies dans les mêmes Personnes , ne fussent un prétexte pour confondre les deux manfes , & l'emploi des revenus qui leur étoient propres ; la Cour n'a enregistré les Lettres-Patentes qu'avec cette modification tranchante , que les fruits des deux Bénéfices *seroient employés seulement* aux besoins du Séminaire , à l'entretien des Ecclésiastiques qui y seroient résidents. La Cour a donc déjà décidé que les Missions & le Séminaire ont des manfes particulières & distinctes , que les Missions n'ont aucun droit aux fonds qui dotent le Séminaire ; qu'il est impossible par conséquent que le Séminaire appartienne aux Missions , qu'il en soit le Chef-lieu , le Siege ou la Maison commune , que tous les Missionnaires , membres d'un même Corps légal avec les Directeurs du Séminaire , aient droit de s'y assembler , d'en partager les revenus & l'administration.

Ainsi la possession constante du Séminaire , le vœu de ses Fondateurs , l'autorité de ses titres constitutifs , tout concourt pour démontrer que les Réglements de 1716 , parfaitement assortis à la nature de cet établissement , à son état essentiel & primordial , ne renferment aucunes dispositions abusives.

Seroient-ils en effet répréhensibles ces Réglements , pour avoir distingué la caisse des Missions de celle du Séminaire ? Leur séparation est écrite dans tous les titres. C'est le Séminaire , & non les Missions , que M. l'Evêque de Babylone a voulu doter. Tous les Bienfaiteurs ont eu l'attention de marquer ce qu'ils donnoient au Séminaire , & ce qu'ils affectoient aux Missions. Les Arrêts d'homologation de l'extinction des titres des deux Prieurés unis au Séminaire ont ordonné que les revenus de ces Bénéfices ne fussent employés que pour les besoins du Séminaire.

Reprocheroit-on aux Réglements d'avoir confié aux seuls Directeurs l'administration des revenus destinés aux Missions ?

Toutes les fondations qui concernent les Missions, ont été faites au Séminaire. Les Missionnaires & les Vicaires Apostoliques, capables de donations purement personnelles, ne pouvoient pas en accepter pour leurs successeurs. Il a donc fallu les affecter à un Corps légal & capable d'acquérir. Les Appel-lants avouent dans leur Mémoire, pag. 21 : *Qu'il falloit aux Missions un Etablissement légal qui put recevoir pour elle en France les donations, les legs & autres secours dont elles auroient besoin.* Quelques-uns des premiers Directeurs étoient les agents des Vicaires Apostoliques ; la plupart des Contrats de fondation exigent pour condition que les Directeurs du Séminaire seront les Procureurs des Missionnaires ; les Lettres-Patentes de 1701 & 1703 déclarent qu'ils sont leurs Procureurs-nés, & les Administrateurs nécessaires des fonds aumônés pour les Missions. Il étoit même de l'intérêt public que ces fonds fussent régis par des hommes connus.

Se plaindrait-on de ce que le gouvernement du Séminaire est concentré dans un nombre de Directeurs qui se perpétuent par la voix de l'élection, sans que les Missionnaires concourent ni à leur choix, ni à l'administration du Séminaire ? Cette disposition des Réglements n'offre que l'exécution littérale des titres de la fondation du Séminaire. M. l'Evêque de Babylone a désiré que le Séminaire fût gouverné par des Ecclésiastiques. Les sieurs Poitevin & Gazil se sont soumis aux charges de la donation *pour eux & leurs Associés.* Le Décret de M. l'Abbé de Saint Germain a érigé pour eux seuls une Communauté Ecclésiastique. Il a réservé à cette Communauté le droit d'élire son Supérieur, de faire les Réglements du Séminaire, d'instruire & former les Séminaristes qui se consacreront à l'œuvre des Missions. Les sieurs Gazil & Poitevin ont eux-mêmes choisi des Associés, pour qui seuls, avec eux, ils avoient contracté des engagements, & pris possession du Séminaire. Ce sont ces Associés qui ont acquitté solidairement les charges & la donation de M. l'Evêque de Babylone ; qui, de leurs deniers, ont acquis une partie du terrain sur lequel a été construit le Séminaire, & qui ont fait élever ses bâtimens ; ce sont leurs successeurs, qui entrant dans les mêmes engagements sont parvenus à mettre le Séminaire des Missions Etrangères dans l'état où il se trouve aujourd'hui.

aujourd'hui. A quel titre les Missionnaires, qui n'ont eu aucune part à son établissement, pourroient-ils s'en rendre les maîtres, se substituer au corps légal à qui est due sa fondation, au moins en partie, & qui seul en a la propriété ?

O B J E C T I O N S.

Les Appellants comme d'abus prétendent que les Missions & le Séminaire ne sont qu'une seule & même Congrégation ; que le Séminaire en est le chef-lieu, qu'il a été établi en faveur de tous les Associés des Missions ^(a).

(a) Mémoire ,
page 45.

Ils partent de ce principe pour soutenir ; 1^o, que les Vicaires Apostoliques, que tous les Missionnaires des Indes & de l'Amérique, agréés par le Séminaire, sont Membres du corps légal de la Congrégation, soit qu'ils soient pensionnés par le Roi, soit qu'ils soient entretenus par le Séminaire.

2^o, Que les Missionnaires, en qualité de Membres de la Congrégation, ont droit d'être entretenus dans les Missions, sur les fonds de la manse unique administrée par les Directeurs du Séminaire.

3^o, Que les Missionnaires retirés au Séminaire pour cause approuvée doivent en partager le gouvernement, assister aux Assemblées, y délibérer, & participer aux charges de la Maison.

4^o, Que, les droits des Evêques ou Prêtres Missionnaires étant égaux dans le Séminaire, tout y doit être réglé entre eux par le rang d'ancienneté, sans préjudice des honneurs & droits dûs aux Evêques, & attachés à leur dignité.

5^o, Que les Evêques & Supérieurs des Missions particulières doivent avoir, chacun pour sa Mission, un Procureur qui partage l'administration avec les Prêtres de la Communauté du Séminaire préposés à sa direction, c'est-à-dire, avec les anciens Missionnaires résidants au Séminaire ^(b).

(b) Page 45.

D'après cette idée de l'état du Séminaire, de la qualité & des droits des Missionnaires, il n'est pas étonnant que le règlement paroisse abusif. Les Appellants le trouvent tel dans son objet, dans sa forme, dans ses dispositions. Le règlement suppose d'abord un état légal dans la personne des Directeurs, comme si

c'étoit une Communauté approuvée par des Lettres-Patentes. Il suppose que cette Communauté a une propriété distincte. On y voit une manse des Missions & une manse du Séminaire, comme si ces deux parties d'un même corps, jouissant d'une solidité de biens dont la propriété est indivise, avoient séparément leur existence. Le règlement a été fait par des personnes étrangères à l'œuvre des Missions, & à l'insçu des Missionnaires. Il a exclus les Missionnaires de l'administration & de la direction du Séminaire. Il a détourné le revenu des Missions; & par son exécution les Missions sont menacées de manquer de sujets, ou du moins de sujets capables (c).

(c) *Ibid*, pages
42, 43, 44.

Mais, on l'a déjà observé, ce système emprunté des écrits de M. l'Evêque d'Ecrinée n'a d'autre appui, que la supposition gratuite d'une unité de Congrégation & d'existence légale dans les Missions & dans le Séminaire. Si les Missions ne font point corps; si le Séminaire est une Communauté légitimement érigée & composée des seuls Directeurs qui ont succédé aux sieurs Gazil & Poitevin, & à leurs Associés; si la manse du Séminaire est distincte & séparée des fondations aumônées pour les Missions, toutes les prétentions des Appellants s'évanouissent; leur système écroule, leurs plaintes ne méritent plus d'être écoutées.

PREMIERE
OBJECTION.

Quel est donc le fondement de cette unité de corps, de propriété, d'existence légale, qu'on attribue aux Missions & au Séminaire?

Les Appellants en cherchent la première source dans une espèce de Société formée, selon eux, vers le milieu du siècle dernier, pour l'œuvre des Missions Etrangères. De pieux Ecclésiastiques concurent le projet d'annoncer la foi aux Infidèles. Ils convinrent qu'une partie des Associés partiroit pour remplir le ministère Apostolique, que l'autre resteroit à Paris pour leur envoyer les fonds nécessaires, & préparer des sujets propres à les aider ou à les remplacer. C'est de cette convention primitive que les Missions & le Séminaire ont également tiré leur origine. Le projet d'établir les Missions, & celui d'ériger un Séminaire, furent des actes simultanés.

Quatre des Missionnaires, arrivés à Rome, y furent sacrés Evêques, & nommés par le Pape Vicaires Apostoliques, au mois

de Juillet 1658. Ils s'adresserent à la Congrégation de la Propagande, & lui demanderent, au nom de la société, la permission de fonder un Séminaire. Ils chargerent leurs Associés de Paris, par des procurations expresses, d'en poursuivre l'établissement en leur nom. Ils leur firent l'abandon de leurs biens pour l'acquisition de l'emplacement, & les autres dépenses nécessaires.

C'est, ajoute-t-on, en vertu de ce pouvoir que les sieurs Gazil & Poitevin ont acquis de M. l'Evêque de Babylone le terrain sur lequel a été construit le Séminaire; c'est comme Mandataires des Vicaires Apostoliques & de leurs Missionnaires, qu'ils ont sollicité & obtenu l'érection du Séminaire. Les sieurs Gazil & Poitevin étoient en même temps leurs Associés & leurs Mandataires; ils ont agi sous cette double qualité. Les Vicaires Apostoliques sont donc les Associés dont parlent les titres constitutifs du Séminaire. Tous les Missionnaires ne forment par conséquent qu'un Corps, une Communauté, une Congrégation, dont le Séminaire est le chef-lieu.

Tout est faux & absurde dans ce raisonnement: il est faux qu'il y ait eu une société entre les premiers Missionnaires & les Ecclésiastiques, qui dans la suite ont été les Directeurs du Séminaire; il est faux que le Séminaire ait été érigé au nom des Vicaires Apostoliques, & doté de leurs biens; il est faux que les sieurs Gazil & Poitevin aient agi comme leurs Mandataires dans toutes les démarches qu'ils ont faites pour parvenir à l'établissement du Séminaire; il est faux enfin que les Vicaires Apostoliques aient été du nombre des Associés à qui l'administration du Séminaire fut confiée.

1^o, On suppose que les sieurs Gazil & Poitevin étoient en société avec les Vicaires Apostoliques; mais quelle preuve donne-t-on de cette prétendue Société? Ce n'est point assez pour former une société proprement dite, que des personnes, animées des mêmes vûes, s'intéressent à une bonne œuvre & concourent pour la faire réussir. Il n'y a point de société sans un intérêt commun, sans engagements qui en lient les Membres, sans un Concordat qui fixe & régle leurs droits, leur dépendance, leurs conventions réciproques. Y a-t-il eu quelque contrat de cette nature entre les Missionnaires & les sieurs Gazil & Poitevin? On n'ose l'avancer. On ne produit aucun acte qui le constate, ou même qui l'énonce.

RÉPONSE.

Quand la société eût été réelle, elle n'auroit pu former qu'une société privée; les Associés n'auroient jamais composé une Congrégation. Les Communautés ne s'érigent point elles-mêmes; elles ne peuvent recevoir l'existence que par l'autorité des deux Puissances. Elles n'ont de vie, d'actions, de droits & d'Etre légal qu'en vertu d'un Decret émané du Pape ou des Evêques, & confirmé par le Souverain.

On chercheroit en vain une pareille société dans l'union des premiers Missionnaires, & de leurs Correspondants restés en France. Il n'y a point de Congrégation ou d'Association réelle & légale sans Decret qui l'érige, sans Lettres-Patentes qui l'approuvent. Jamais les Missionnaires n'ont obtenu cette autorisation; il ne paroît pas même qu'ils l'aient demandée. Comment les Vicaires Apostoliques & leurs Missionnaires eussent-ils formé un Corps avant 1663? Ils sont encore indépendants les uns des autres, ils n'ont point de Supérieur commun; chaque Vicaire Apostolique préside son Clergé; toutes les Missions sont distinctes & séparées.

Il est donc impossible que leur société prétendue ait influé sur l'état du Séminaire, qu'elle ait acquis des droits sur cet établissement, que le Séminaire, érigé pour elle & dans son sein, soit devenu son par-imoine & son chef-lieu. On conçoit qu'une Congrégation existante, reconnue, légitime, peut s'étendre, former un établissement, fonder une nouvelle colonie par les soins & le ministère de ses Co-associés; mais on ne conçoit pas qu'une Société, qui n'a point d'existence, puisse agir par ceux qui la composent, acquérir sous leur nom, moins encore s'approprier le fruit de leur industrie personnelle.

C'est donc un argument ridicule que celui que les Appellants tirent de la qualité des sieurs Gazil & Poitevin: ils étoient Associés des Vicaires Apostoliques; donc c'est pour eux & en leur nom que ces deux Ecclésiastiques ont travaillé à l'érection du Séminaire des Missions Etrangères. Il faudroit, pour que cette conséquence eût quelque vraisemblance, que la société eût été capable d'action, & que les Co-associés, à qui elle auroit été communiquée, se fussent conduits par son impression.

Si les Vicaires Apostoliques présentent une Supplique à la Congrégation de la Propagande, pour obtenir l'érection d'un

Séminaire destiné aux Missions, la Requête signée par les sieurs de Laval, Lambert & Pallu, comme Particuliers, ne fut point présentée au nom d'une société; elle ne produisit d'ailleurs aucun effet. ^(d)

2^o, Il n'est pas plus vrai que les sieurs Gazil & Poitevin, ou leurs Associés dans la direction du Séminaire, aient été Procureurs ou Mandataires de la prétendue société.

Le 24 Décembre 1660, M. Lambert Evêque de Bérithé, constitua ses Procureurs généraux MM. de Garibal & d'Argenson, & les sieurs de Meurs & Fermanel. Il leur donna pouvoir & à chacun d'eux en l'absence des autres, *pourvu qu'ils fussent le nombre de deux*, d'accepter pour lui toutes fondations pour le bien de la Mission, de recevoir ses revenus, tout remboursement de rentes, d'acquérir, faire tous baux & contrats, de se substituer d'autres Procureurs, & même *d'obtenir* pour lui & en son nom telles Lettres de Sa Majesté nécessaires pour l'établissement d'une Maison, afin de disposer des Ouvriers pour travailler à la conversion des Infidèles ^(e).

Le 3 Septembre 1661 M. Pallu, Evêque d'Héliopolis, donna sa procuration aux sieurs de Meurs, Gazil, Fermanel & à MM. de Garibal, d'Argenson, & Pajot. Il leur permit de vendre ses fonds; & avec les deniers provenant de la vente, de faire des acquisitions au *profit toutefois des Missions de la Chine, & établissement des trois Evêques établis pour ladite Mission*. Le 21 Décembre suivant, M. l'Evêque d'Héliopolis passa une nouvelle procuration par laquelle il chargea ses trois Procureurs Ecclésiastiques d'établir à Rome ou ailleurs, une ou plusieurs personnes pour toutes les affaires de la Mission de la Chine & du Tonquin ^(f).

» C'est de ces Actes que les Appellants infèrent que les Ecclésiastiques restés à Paris, étant unis aux Vicaires Apostoliques par le lien général d'une véritable société, & par les » nœuds particuliers d'un Mandat exprès pour l'établissement » d'un Séminaire.... Les Vicaires Apostoliques ont été les Intéressés primitifs du Séminaire créé pour les Missions ^(g).

Mais il ne résulte nullement de ces Procurations qu'il existât une société, ou que les sieurs Gazil & Poitevin aient été chargés de solliciter en son nom l'établissement du Séminaire.

^(d) Voyez le Mémoire de M. l'Evêque d'Ecinnée, page 6.

^(e) Ibid, pag 10.

^(f) Ibid, pag. 15.

^(g) Mémoire, pag. 22.

Ces procurations sont de deux Evêques seulement : on prétend que les autres Vicaires Apostoliques en donnerent de semblables ; elles ne sont point représentées. Les procurations ne sont point faites au nom de tous les Associés ; chaque Vicaire Apostolique donne sa procuration particulière & séparément. Les procurations ne sont point uniformes dans leur objet : les fondés de procuration ne sont pas les mêmes : il n'est parlé du Séminaire que dans celle de M. de Bérithé, & les sieurs Gazil & Poitevin ne furent point du nombre de ses Procureurs constitués. Les procurations, loin d'établir l'existence d'une société, prouvent donc précisément le contraire. D'un autre côté, le Séminaire n'a pu être érigé au nom des Missionnaires, puisque M. de Bérithé avoit chargé ses Procureurs d'obtenir les Lettres-Patentes d'établissement, non pour la Société, ou pour les Missions, mais *pour lui & en son nom*. Les sieurs Gazil & Poitevin n'ayant point été chargés de ses pouvoirs, n'ont pu agir comme ses Mandataires, & le Mandat de M. l'Evêque d'Héliopolis, où le Sieur Gazil seul étoit nommé, ne l'autorisoit point à solliciter l'établissement du Séminaire.

Quel pouvoit donc être l'objet du Mandat de M. l'Evêque de Bérithé ? Il n'avoit d'autre but, sans doute, que de marquer son empressement pour l'établissement d'une Maison destinée à disposer des Ouvriers pour les Missions, d'autoriser ses Procureurs constitués à solliciter en son nom, à faire des instances pour obtenir l'érection du Séminaire. Ce Prélat ne prétendoit ni se rendre le Fondateur du Séminaire, ni se charger de son administration. Sa procuration ne le dit point ; content qu'il y eût une Maison qui lui fournît des Missionnaires, il ne portoit pas ses vues plus loin. Il est donc absolument impossible de trouver dans les procurations les conséquences qu'on en tire.

Supposons néanmoins qu'elles renferment tout ce qu'on a intérêt d'y chercher, il est au moins constant que les procurations sont demeurées sans effet, que le Séminaire n'a point été fondé en vertu des ordres ou du pouvoir des Vicaires Apostoliques, & qu'ainsi les Supérieurs des Missions ne peuvent, sur le fondement de ces procurations, réclamer aucune autorité, aucuns droits sur le Séminaire.

Les Appellants forcés d'en convenir, se récrient d'abord sur

l'infidélité des Mandataires : *Les Actes ont été artificieusement dressés pour préparer une usurpation* ^(h). Mais parce qu'il leur paroît à eux-mêmes trop odieux d'intenter une si grave accusation contre de *pieux Ecclésiastiques*, ils en chargent *leurs Gens d'affaire* : c'est-à-dire, que pour sauver leur bonne foi, ils en font des imbéciles.

(h) Mém. p. 9.

A la seule lecture des Actes, on sent qu'ils n'ont été & n'ont pu être que l'expression fidele des volontés des parties contractantes ; que par conséquent M. de Garibal (M. de Morangis n'a point été Procureur des Vicaires Apostoliques) & les sieurs Gazil & Poitevin ne se sont jamais cru obligés de faire établir le Séminaire au nom de leurs Mandants. Mais quand ils se fussent écartés des pouvoirs qu'ils avoient reçus, qui pourroit aujourd'hui s'en plaindre ? Les Directeurs actuels ne seroient pas responsables de la prétendue infidélité. Ils représentent les sieurs Gazil & Poitevin dans leur seule qualité de Directeurs : les Missionnaires actuels sont les successeurs & non les Héritiers de MM. Pallu & Lambert, Evêques de Bérithé & d'Héliopolis. Ces Prélats ont gardé le plus profond silence sur la prétendue supercherie. Seroit-on aujourd'hui recevable à élever contre leurs Procureurs un reproche, qu'ils ne leur ont jamais fait eux-mêmes : il ne faut pas oublier que ces *pieux Ecclésiastiques* n'étoient point Mandataires de la société, mais constitués par des procurations particulières.

Allons plus loin : quelle qu'ait été la conduite des Mandataires, quelque jugement qu'on en porte, la constitution du Séminaire est fixée par ses titres constitutifs ; & c'est par eux qu'il faut se décider sur l'état & la nature de cet établissement : or ce n'est point comme Procureurs constitués que les sieurs Gazil & Poitevin ont accepté la donation de M. l'Evêque de Babylone ; c'est en leur nom propre qu'ils se sont obligés solidairement à en remplir les charges, & spécialement à solliciter l'érection du Séminaire : le Prélat, MM. de Morangis & de Garibal se sont joints à ces Ecclésiastiques pour présenter au Roi & à M. l'Abbé de S. Germain, les Requêtes sur lesquelles le Séminaire a été érigé par le concours des deux Puissances. C'est en faveur des sieurs Gazil & Poitevin, & de ceux qu'ils voudroient s'associer, que cet établissement a été autorisé. Rien n'est deman-

dé au nom des Vicaires Apostoliques ; on n'obtient rien pour eux. Les prétendus Mandataires ne pouvoient même se soumettre qu'en leur propre nom aux conditions imposées par M. l'Evêque de Babylone. Les procurations n'en contenoient pas le pouvoir.

Les Appellants qui n'ont pu se dissimuler cette Objection décisive ont eu recours à une seconde Réponse. *Le mandat existoit, il imposoit aux Mandataires, qui l'avoient accepté, l'obligation de le remplir. Or la loi du mandat affecte au profit du Mandant l'objet du mandat. Le mandat a donc été nécessairement rempli dès que les Mandataires ont agi. Les Mandataires ont donc acquis au profit de la Société* ⁽¹⁾.

(1) Mém. pag. 23.

Est-il besoin de réfuter un pareil paradoxe ? Quelle obligation le mandat imposoit-il à M. l'Evêque de Babylone, premier Fondateur du Séminaire ? Le Roi, M. l'Abbé de S. Germain étoient-ils liés par le mandat ? Est-ce à la formation d'un Etablissement public, dépendant uniquement de la volonté du Souverain, qu'il est permis d'appliquer ces regles ? Le prétendu mandat n'existoit pas. M. de Garibal, les sieurs Gazil & Poitevin ne s'étoient point engagés à poursuivre l'établissement d'une Congrégation dont le Séminaire fût le chef-lieu ; ils ne s'étoient point chargés de faire ériger le Séminaire au nom de la société. Mais quand ils en eussent formé le projet avec les Vicaires Apostoliques, étoient-ils maîtres des événemens ? Auroient-ils dû renoncer à l'établissement du Séminaire, parce que M. l'Evêque de Babylone auroit substitué un autre projet au premier ? Que de circonstances n'auroient-elles pas pu déranger les premières vues arrêtées entre les Mandants & les Mandataires ? Que de motifs raisonnables, nécessaires même auroient pu exiger un autre plan ? Qui fait si les Vicaires Apostoliques instruits du changement n'y auroient pas eux-mêmes consenti ? Leur silence si persévérant depuis l'érection du Séminaire rendroit cette hypothèse très-vraisemblable. Peut-être que le premier projet présenté au Conseil du Roi n'y eût point été agréé ? La supposition paroîtroit d'autant plus naturelle, que l'exécution du premier projet eût été contraire à nos loix & à nos usages. Auroit-on donné à des Vicaires Apostoliques commis par le Pape & révocables sa volonté ; auroit-on affecté

affecté à des Missions établies à six milles lieues , qui n'ont point d'existence légale , qui ne font pas même corps entre elles , la propriété & l'administration d'un Séminaire érigé en France ?

Au surplus on ne peut juger de la nature de cet établissement que par les titres de sa création. S'il n'est point tel que l'auroient désiré les premiers Vicaires Apostoliques , c'est parce qu'il n'eût pas été possible , ou qu'on n'auroit pas cru devoir se conformer à leurs intentions. Il est certain, dans le fait , que les vues qu'on leur attribue n'ont point été suivies ; que les premiers auteurs du Séminaire n'ont point agi comme Mandataires des Vicaires Apostoliques. Les Appellants l'avouent : il est donc absurde , on ose le dire , d'opposer aujourd'hui les loix du mandat à la teneur des Actes , qui constatent que le mandat est demeuré sans effet. Si ces loix sont réelles , si elles ont quelque application au cas où le Mandataire , maître de la chose , ne peut & ne doit la faire que sous cette qualité , elles seront toujours étrangères à l'espece où l'objet du mandat est un établissement légal , qui dépend uniquement de l'autorité publique.

3°, Est-ce sur des prétextes moins frivoles, que les Appellants ne craignent point d'avancer , *que les biens des premiers Evêques & Missionnaires ont été les premiers fonds du Séminaire ?*

(*) Les actes démontrent que l'emplacement du Séminaire & sa premiere dotation sont renfermés dans la donation de M. l'Evêque de Babylone ; que les sieurs Gazil & Poitevin se sont chargés en leur nom d'acquitter la rente viagere retenue par le Prélat ; qu'ils ont fait construire le Séminaire ; que les quatre Ecclésiastiques qu'ils s'associerent au mois de Mars 1664 se sont obligés solidairement à partager leurs engagements. C'est donc M. l'Evêque de Babylone qui a fourni l'emplacement ; les six Directeurs en ont payé le prix , si l'on peut appeller ainsi la rente viagere réservée par le Prélat. Ils ont pris sur eux toutes les dépenses nécessaires pour la construction des édifices. C'étoit pour eux , & non comme Mandataires des Vicaires Apostoliques , qu'ils avoient contracté des engagements , & c'est de leurs deniers qu'ils ont été remplis. Il est donc prouvé que les biens des Missionnaires n'ont point servi à l'érection du Séminaire. Mais quand ces preuves n'existeroient pas ; l'impuissance

(*) Mém. pag. 24.

seule où sont les Appellants d'établir le contraire, fourniroit un Moyen peremptoire contre eux.

« Il paroît, disent les Appellants, que les procurations ne
 » contenoient pas seulement un mandat, qu'elles contenoient
 » encore l'abandon de leurs biens, pour faire au profit des Mis-
 » sions des acquisitions, telles que l'emplacement du Sémi-
 » naire..... Qu'elles étoient terminées par une donation géné-
 » rale de leurs biens pour être employés à l'utilité des Mis-
 » sions (1).

(1) Mém. pag. 24.

Les procurations permettent de vendre & d'acquérir *pour l'utilité des Missions*. Les Mandataires auroient donc outrepassé leur pouvoir en disposant, pour le Séminaire, de libéralités qui n'étoient affectées qu'aux Missions. Les procurations prouveroient au plus que les Mandataires auroient pu employer les deniers des Mandants au profit du Séminaire; mais l'ont-ils fait? Y a-t-il la plus légère preuve, la moindre présomption même, qu'ils aient usé du pouvoir qui leur étoit accordé, qu'ils aient vendu les fonds des Missionnaires, qu'ils aient fait des acquisitions pour eux? C'est néanmoins ce qu'il seroit indispensablement nécessaire d'établir.

Les Appellants ajoutent que M. l'Evêque d'Oren, Vicaire Apostolique du Tonquin, successeur de l'un des premiers Vicaires Apostoliques, manda dans une lettre du premier Juin 1701, que *l'Emplacement & la Maison du Séminaire avoient été achetés des deniers des premiers Vicaires & Missionnaires Apostoliques, qui avoient mis leurs biens en commun*. Quelle foi peut mériter, sur-tout contre la teneur des actes de 1663 & 1664, une lettre écrite 40 ans après les événements dont elle parle, & qui renferme des faits évidemment faux? Sur quoi pouvoit s'appuyer ce Prélat pour écrire que les premiers Vicaires Apostoliques avoient mis leurs biens en commun. Les procurations démentent ce fait, puisque faites séparément, elles n'avoient pas constitué les mêmes Procureurs. En 1674, M. Pallu, Evêque d'Héliopolis, disposa de ses biens. Il en avoit donc conservé la propriété. Il confirma une donation de 10000 liv. *en faveur des Missions*, qu'il avoit faite sur les biens qui pourroient lui revenir de la succession de ses pere & mere. Il ordonna qu'au cas que les Missions des trois Vicariats de la Chine vinf-

sent à manquer, la donation seroit employée aux autres Missions Etrangères les plus abandonnées, *qui seroient commises aux soins des Supérieurs & Directeurs du Séminaire des Missions Etrangères.* Il eut été difficile de distinguer plus clairement les Missions, du Séminaire. M. Pallu étoit cependant un des Vicaires Apostoliques à qui on attribue la fondation du Séminaire.

4°, Enfin, les premiers Vicaires Apostoliques ne furent point les Associés des sieurs Gazil & Poitevin dans la direction du Séminaire. Ils ne furent point Membres de la Communauté établie par le Décret de M. l'Abbé de S. Germain, pour gouverner cet établissement au temporel & au spirituel. Ces Associés furent nommés par l'Acte du mois de Mars 1664. Ils acceptèrent l'association, & se rendirent garants de tous les engagements contractés par les sieurs Gazil & Poitevin. Jamais les Vicaires Apostoliques n'ont pris part à ces engagements; jamais ils n'ont partagé la direction du Séminaire avec les six Associés; jamais ils n'ont réclamé le droit de la partager. Jamais ils n'ont attaqué l'Acte de 1664. Jamais ils ne se sont plaints qu'on eût violé les loix de la prétendue société, ni celles de leur mandat. Comment, après un siècle, se permet-on de critiquer des opérations conformées depuis si long-tems? Comment ose-t-on demander au nom des Vicaires Apostoliques actuels, des droits qu'ils ne pourroient avoir que comme Successeurs des premiers Evêques Missionnaires, & dont ces Evêques n'ont jamais joui?

Le premier Moyen que les Appellants invoquent contre les Directeurs du Séminaire n'est donc fondé que sur un tissu de suppositions chimériques. Ils supposent l'existence d'une société primitive que rien ne prouve, & qui d'ailleurs eût été pleinement inutile. Ils supposent que les Associés de Paris ne travaillèrent que pour le Corps dont ils étoient Membres. C'est une supposition que tous les Actes contredisent. Ils supposent que ces Associés ne purent fonder le Séminaire qu'en vertu du mandat des Vicaires Apostoliques. Ce mandat est imaginaire. Il est encore moins vrai que le mandat ait été la loi des prétendus Mandataires, ou le principe & la règle de leurs démarches. Les Appellants supposent que le Séminaire fut doté par les Vicaires Apostoliques, & que la Communauté chargée de l'administration

du Séminaire fut érigée pour eux. Ces suppositions sont contraires à des Titres précis, à des Titres authentiques, qui ont eu la plus parfaite & la plus paisible exécution. On le répète : est-ce après cent ans de la plus tranquille possession, que la Justice écouterait des Particuliers, qui, pour détruire un établissement ancien, pour en former un nouveau conforme à leurs intérêts, tentent de faire suspecter ou de dénaturer les Titres d'érection du Séminaire des Missions Etrangères.

DEUXIEME
OBJECTION.

(^m) Mém. pag.
41.

Les Appellants comme d'abus, paroissent mettre leur principale confiance dans la disposition des Lettres-Patentes du mois de Juillet 1663. *Ces Lettres sont le Titre fondamental. Les Missionnaires doivent en réclamer l'exécution* (^m). Le Séminaire a été fondé pour les Missions; sans elles, le Séminaire étoit inutile. Le Roi a autorisé le Séminaire en faveur des sieurs Poitevin & Gazil, & de leurs *Associés*. Ce mot *Associés* n'est point équivoque : il embrasse les Missionnaires dispersés & les Prêtres Procureurs des Missions. Les Lettres-Patentes désignent dans le Préambule, ce que Sa Majesté entendoit par le terme *Associés*. Le Roi avoit eu dessein d'étendre la Religion Chrétienne; il avoit favorisé l'envoi fait par le S. Siège des Evêques & des Missionnaires; il a reconnu la nécessité d'un lieu d'hospice & de retraite pour les Sujets destinés à secourir les Missionnaires; il a déclaré que l'objet du Séminaire étoit d'instruire des Ecclésiastiques aux sciences & langues nécessaires pour les Missions. Il a rendu témoignage à la capacité des sieurs Gazil & Poitevin pour les Missions. Les Lettres-Patentes insistent sur ce que ces deux Ecclésiastiques étoient les Procureurs des Evêques, & avoient avec eux toutes les correspondances nécessaires. Enfin, le Roi n'a permis l'établissement du Séminaire qu'en leur faveur, & de leurs *Associés pour les Missions étrangères. La sanction des Lettres-Patentes* a donc compris tous les Associés à l'œuvre des Missions (ⁿ).

(ⁿ) Mém. pag.
25, 26, 27.

RÉPONSE.

La ressource des Appellants est de confondre les *Associés*; dont parlent les Lettres-Patentes de 1663, avec les Vicaires Apostoliques & leurs Missionnaires. Cette confusion ne sauroit se concilier avec les Actes, la rétrocession de la donation. Les Lettres-Patentes elles-mêmes, le Décret de l'Abbé de S. Germain, la prise de possession du Séminaire, le Contrat du mois

de Mars 1664, tous les Actes d'établissement du Séminaire combattent cette interprétation insoutenable.

1^o, Les premiers Actes parlent en général des Associés des sieurs Gazil & Poitevin ; les Actes postérieurs déterminent quels étoient ces Associés.

Lorsque MM. de Morangis & de Garibal firent leur Acte de rétrocession en faveur des sieurs Gazil & Poitevin, ces deux Ecclésiastiques acceptèrent la donation de M. de Babylone, pour eux & autres joints à eux. Ils se réservèrent donc la liberté de partager leurs engagements avec des personnes qu'ils s'associeraient. Ils présentèrent au Roi leur Requête avec M. l'Evêque de Babylone, & MM. de Morangis & de Garibal. Ils demandèrent l'autorisation des Contrats qu'il avoient passés ; ils sollicitèrent pour eux & leurs *Associés* l'établissement d'un Séminaire pour les Missions Etrangères. Ils ne renoncèrent pas par cette Requête à la faculté qu'ils s'étoient réservée. Le Roi eut égard à la Supplique, & renvoya à l'Abbé de S. Germain. Les sieurs Gazil & Poitevin eurent recours à l'Ordinaire, & stipulèrent encore pour eux & leurs *Associés*. Les sieurs Gazil & Poitevin prennent possession du Séminaire, ils le font pour eux & leurs *Associés dans la direction du Séminaire*. Enfin, ils désignent leurs *Associés*, ils font avec eux leur *Concordat*. Tous les Associés réunis exécutent le Décret de l'Abbé de S. Germain ; ils s'assemblent ; ils élisent un Supérieur ; l'Abbé de Saint Germain l'institue, & les six Directeurs régissent & administrent le Séminaire.

Est-ce une question à faire, que de demander quels étoient les Associés des sieurs Gazil & Poitevin ? Au premier coup d'œil qu'on jette sur les Actes, on voit que leurs Associés doivent être ceux qu'ils s'uniroient ; & comment les connoître, si ce n'est par leur déclaration ? Ils l'ont faite cette déclaration. Leurs Associés sont entrés dans tous les engagements contractés par ces deux Ecclésiastiques. Ils ont été concurremment avec eux les Directeurs du Séminaire. Personne n'a réclamé. On n'a point contesté leur état.

Quels ont été les Associés de ces deux premiers Instituteurs du Séminaire ? Pourquoi les chercher ? les Titres ne permettent pas de s'y méprendre ? S'ils ne sont pas désignés dans les premiers

Actes, c'est parce que les sieurs Gazil & Poitevin, qui avoient stipulé pour eux, s'étoient réservé le droit de les choisir; leur choix a été fixé par les Actes subséquents. Les Lettres-Patentes ne peuvent s'entendre que des Associés dont il étoit fait mention dans la Requête, & ces Associés n'étoient autres que ceux dont il avoit été parlé dans le Contrat de remise ou de transport, ceux qui ont été rappelés dans le Décret de l'Abbé de S. Germain. Les Associés étoient donc ceux qui *séroient joints* aux sieurs Gazil & Poitevin, pour le Séminaire, ceux qu'ils devoient s'unir pour le Séminaire, à l'effet des Missions Etrangères. Ces Associés étoient ceux que l'Acte de prise de possession nomme *Associés en la direction du Séminaire*. C'étoient enfin ceux qui furent déclarés nominément dans le Concordat de 1664: tous ces Actes sont co-relatifs. En les réunissant, tous les doutes disparaissent. Seroit-il permis de combattre l'un par les autres? Toutes les loix de l'équité n'exigent-elles pas qu'ils s'éclaircissent mutuellement? Seroit-il tems, après un siècle, après qu'ils ont eu la plus parfaite exécution, de les mettre en contrariété par une interprétation bizarre?

On a senti toute la force de la déclaration portée par le Concordat de 1664. Les Appellants y trouvent un complot destiné à concentrer le gouvernement des Missions dans les seuls Associés de Paris, à préparer aux Directeurs un système d'indépendance ruineux pour les Missions. (*).

(*) Mém. pag.
10.

Mais complot inutile, parce que les Lettres-Patentes n'avoient pu porter sur cette association particulière formée une année après, & qu'une Communauté destinée à la direction d'un Séminaire ne pouvoit être établie que par des Lettres-Patentes dûement enregistrées (P).

(P) Ibid, pag.
18.

Ce n'est plus sur des gens d'affaire que les Appellants rejettent l'infidélité qu'ils relèvent. C'est aux pieux Ecclesiastiques eux-mêmes qu'ils en font le reproche; mais la seule idée de cette accusation téméraire ne révolte-t-elle pas la raison & la Religion? Les sieurs Gazil & Poitevin dont la vertu étoit si connue, dont les Lettres-Patentes & le Décret de l'Abbé de S. Germain font de si justes éloges, dont le zèle pour les Missions a paru si actif & si désintéressé, eussent-ils été capables de la basse jalousie qu'on leur prête?

On croit pouvoir écarter l'autorité du Concordat de 1664, en disant que, postérieur d'une année aux Lettres-Patentes, elles n'ont pu porter sur l'association des six Directeurs. On ne fait donc pas attention que le Concordat est l'exécution des Lettres-Patentes; qu'il est en soi peu important que l'Autorité Royale précède, en permettant d'établir un Séminaire, ou qu'elle suive son érection en l'approuvant; que la même difficulté s'appliqueroit aux Missionnaires, s'il étoit possible de les comprendre sous le nom d'*Affociés*. Que c'est en conséquence de l'autorisation des Lettres-Patentes, que le Décret de l'Abbé de S. Germain a érigé une Communauté Ecclésiastique pour les sieurs Gazil & Poitevin & leurs Affociés, & que ces deux Ecclésiastiques, après avoir choisi ces Affociés, ont pris avec eux le gouvernement & l'administration du Séminaire.

2^o, Ce n'est pas seulement en rapprochant les Actes qu'on connoît les vrais Affociés dont parlent les Lettres-Patentes; en sondant l'intention des Parties, il n'est pas moins évident que les Vicaires Apostoliques & leurs Missionnaires n'ont pu être l'objet de l'association. L'Acte de transport est le premier où il soit fait mention des *Affociés*. Les sieurs Gazil & Poitevin y ont pris des engagements pour eux, & *autres joints avec eux*; ils comptoient donc alors que ces Affociés partageroient avec eux le poids de leurs engagements, les charges de la donation. Or si les *Affociés* devoient s'obliger à l'exécution du contrat de donation de M. l'Evêque de Babylone, il étoit impossible que ces *Affociés* fussent les Vicaires Apostoliques & leurs Missionnaires. Le contrat de donation leur étoit inconnu; ils n'avoient donné aucun pouvoir pour l'accepter, & en supporter les charges. Les *Affociés* devoient l'être pour le Séminaire, pour partager les fonctions, les soins des sieurs Gazil & Poitevin, & ces fonctions ne pouvoient convenir à des Missionnaires résidants à 6000 lieues, liés à des travaux d'un autre genre.

Mais s'il est impossible de supposer que ces deux Ecclésiastiques aient eu les Missionnaires en vue, en retenant le droit de se joindre des Coopérateurs, ce n'est donc point pour eux qu'ils ont demandé l'érection du Séminaire; ce n'est donc point pour eux qu'elle a été accordée; les Lettres-Patentes & le Décret de

L'Abbé de S. Germain ne portent que sur les Associés mentionnés dans les Requêtes des sieurs Gazil & Poitevin.

3^o, Imaginera-t-on que le Roi ait voulu, ou autoriser la prétendue société des Missionnaires, ou ériger une Congrégation en leur faveur? La société n'existoit pas, ou elle n'étoit que privée. La Congrégation n'étoit pas praticable. Ce n'est point par une expression aussi vague que celle d'*Associés* des sieurs Gazil & Poitevin, qu'on auroit pu rendre légale une société existante, ou former une Congrégation nouvelle. Il n'y a rien dans les Lettres-Patentes qui ait trait à l'une ou à l'autre. Ce n'est point une Congrégation que le Roi a voulu ériger, il n'a voulu établir qu'un Séminaire. Les Vicaires Apostoliques & leurs Missionnaires, ayant leur résidence nécessaire à la Chine, au Tonquin, &c. ne pouvoient demeurer dans le Séminaire, le régir & l'administrer. Ils ne pouvoient donc être *Associés* pour cet établissement, que par la création d'une Congrégation, dont le Séminaire eût été le chef-lieu, dont les Membres eussent été répandus dans les différentes Missions Etrangères. Mais cette création n'auroit-elle pas supposé un Concordat qui en eût réglé les conditions, la nature, les loix? N'eut-il pas été indispensable que le Concordat eût été mis sous les yeux du Souverain? Le Roi n'a vu que les Actes qui ont été annexés aux Lettres-Patentes, & ils sont purement relatifs au Séminaire. S'il est parlé dans ces Lettres Royales des procurations des Vicaires Apostoliques, elles n'y sont qu'énoncées, elles ne le sont que comme de simples procurations ordinaires. Elles ne sont point énoncées comme ayant rapport à l'établissement du Séminaire. Les Lettres-Patentes ont renvoyé à l'Abbé de Saint Germain pour l'érection canonique de l'établissement qu'elles approuvoient, & cet Abbé pouvoit bien ériger un Séminaire, une Maison particulière; mais n'ayant de juridiction que dans le fauxbourg S. Germain, il n'avoit pas le pouvoir de créer une Congrégation qui renfermât dans son étendue les Missions des Indes & de l'Amérique, les Vicaires Apostoliques & leur Clergé. Il est donc certain que les Lettres-Patentes ne présentent point le titre d'érection d'une Congrégation: les Vicaires Apostoliques & leurs Missionnaires n'ont donc pu être l'objet des Lettres-Patentes. Ce n'est donc

donc point à eux que s'applique la qualification indéterminée d'*Affociés* des sieurs Gazil & Poitevin.

4^o, Consultons les Lettres-Patentes elles-mêmes, puisque les Appellants les rappellent sans cesse comme leur titre décisif & fondamental. Dans le préambule, le Roi expose les avantages du Séminaire projeté, & les motifs qui l'engagent à en permettre l'établissement : l'œuvre des Missions Etrangères est digne de toute la protection d'un Roi Très-Chrétien ; les Missions ne peuvent se perpétuer & se soutenir que par l'abondance des Ouvriers Evangéliques : il faut un hospice, un lieu de retraite, non pour recueillir les Missionnaires, mais pour élever des sujets capables de l'être, pour les former dans la piété, le zèle & les études nécessaires : c'est le fruit que le Roi se promet du Séminaire dont on lui demande l'érection ; les sieurs Gazil & Poitevin, (quoiqu'ils n'eussent jamais été dans les Missions Etrangères) sont présentés par M. l'Evêque de Babylone comme très-propres à un emploi si important ; ils avoient d'ailleurs une correspondance ouverte avec les Vicaires Apostoliques ; ils en étoient les Procureurs constitués. Voilà ce qu'offre le préambule des Lettres-Patentes ; & loin d'y appercevoir que les Missionnaires dussent être les *Affociés* des sieurs Gazil & Poitevin, tout y fait voir le contraire.

Il y a sans doute une relation entre les Missions & le Séminaire, puisque l'intérêt des Missions est le principe de l'érection du Séminaire ; mais cette relation n'est point celle d'une unité de Corps qui rend tout commun entre les Membres qui le composent. C'est une relation qui naît uniquement du rapport naturel de deux œuvres, qui ont la même fin, qui concourent au même bien. Le Séminaire est destiné à fournir des Missionnaires ; il seroit inutile sans les Missions. En conclura-t-on que les Missionnaires qui travaillent à la conversion des Infidèles, sont les Propriétaires & les Directeurs nés du Séminaire ? La conséquence seroit fautive & injuste : le Séminaire peut être un établissement tout-à-fait distinct des Missions, indépendant des Missionnaires, uniquement soumis à la juridiction de M. l'Archevêque de Paris ; ayant ses fonds, son existence, & son administration propre, & néanmoins servir aux Missions, les alimenter, former des Sujets qui s'y consacrent. Telle est aussi l'idée que les Let-

tres-Patentes donnent du Séminaire qu'elles autorisent. Dans le plan opposé, eût-il été besoin de marquer dans les Lettres-Patentes que les sieurs Gazil & Poitevin avoient la correspondance & la procuration des Vicaires Apostoliques ? Etre *Associés* dans une même Congrégation, dans les mêmes fonctions, dans les mêmes droits, c'est beaucoup plus que d'être liés par une simple correspondance, & en vertu de procurations révoquables. Dans le système des Appellants la grace eût regardé les Vicaires Apostoliques plutôt que les sieurs Gazil & Poitevin, elle n'eût été accordée à ces deux Ecclésiastiques que comme leurs représentants. Ce n'est donc pas seulement *pour les Missions*, mais en faveur des Missionnaires que l'établissement du Séminaire eût été permis & autorisé. En ce cas, la Requête auroit dû être présentée par les sieurs Gazil & Poitevin, comme chargés de leurs pouvoirs, & la procuration eût été annexée aux Lettres-Patentes.

OBJECTION.

Le dispositif des Lettres-Patentes *confirme le contrat de donation & le contrat de remise, à l'effet de l'exécution du Séminaire, ensemble l'établissement du Séminaire en faveur des Sieurs Poitevin & Gazil & leurs Associés, pour les Missions Etrangères, & par préférence de la Perse*. Quel texte plus clair, demandent les Appellants, pourroit fixer les volontés du Souverain ? C'est en faveur des *Associés pour les Missions* que les Lettres-Patentes permettent l'érection du Séminaire. La sanction Royale a donc compris tous les *Associés à l'œuvre des Missions*.

RÉPONSE.

L'argument n'est fondé que sur une fausse intelligence du texte. C'est le Séminaire qui est établi *pour les Missions*. Ce ne sont point les Missionnaires qui sont désignés pour *Associés*. Ce qui est dit des *Missions* n'est point relatif aux *Associés*, mais au Séminaire. Le Roi accorde aux sieurs Poitevin & Gazil & leurs Associés, la faculté d'établir un Séminaire *pour les Missions Etrangères* ; il ne leur ordonne pas de s'associer les Missionnaires : trois preuves peremptoires le démontrent invinciblement.

D'une part, M. l'Evêque de Babylone avoit désiré que le Séminaire qu'il fondeoit fût établi *pour les Missions*, & pour celles de la Perse par préférence. Les termes des Lettres-Patentes

qui autorisent le Séminaire pour les Missions étrangères & pour celles de la Perse par préférence, répondent manifestement à la clause du contrat de donation. Sans cela l'objet de l'établissement ne se trouveroit pas dans le dispositif des Lettres-Patentes.

D'un autre côté, si le Roi eût voulu assujettir les sieurs Gazil & Poitevin à prendre des Missionnaires pour Associés, les Lettres-Patentes se seroient contentées de mettre, & leurs *Associés pour les Missions*; elles n'auroient point ajouté, & *par préférence de la Perse*. Il n'y avoit point d'Associés aux Missions de la Perse qui pussent mériter une préférence dans l'association.

Enfin, le sens des Lettres-Patentes a paru si peu équivoque; que l'Arrêt de la Cour, qui a enregistré ces Lettres, en rend ainsi le dispositif. *Vu par la Cour les Lettres-Patentes par lesquelles le Roi. . . auroit confirmé ledit contrat (de donation) ensemble autre contrat de remise. . . au profit des sieurs Poitevin & Gazil, à l'effet dudit Séminaire, & pour l'établissement d'icelui pour les Missions étrangères, & par préférence de la Perse*. La Cour a donc elle-même fixé l'interprétation & le sens des Lettres Royales, en déclarant que la phrase *pour les Missions, &c.* se rapportoit à *l'établissement du Séminaire*.

TROISIEME
OBJECTION.

Si l'on en croit les Appellants, les Vicaires Apostoliques & leurs Missionnaires joignent la possession aux titres. Les actes possessoires qu'ils invoquent sont le decret d'union du Séminaire de Quebec à celui de Paris, & les aveux des Directeurs, soit dans quelques lettres particulieres, soit dans un projet de reglement adressé aux Missionnaires en 1701. « (1) Toute union introduit une sorte de communauté de revenus & de droits. L'union qui a incorporé les biens du Séminaire de Quebec à celui de Paris, a eu pour objet spécial d'assurer la subsistance des Missionnaires de ces contrées (2). Les Reglemens de 1701 distinguerent les Missionnaires étrangers des Missionnaires François unis au Séminaire de Paris, parce qu'ils étoient les seuls Membres de la Communauté approuvée en France par les Lettres-Patentes (3). En 1702, les Directeurs écrivirent aux Evêques, Vicaires Apostoliques, qu'il étoit raisonnable d'ajouter aux Reglemens deux articles im-

(1) Mém. pag. 30.

(2) Page 38.

(3) Pages 13 ; 14.

(*) Page 29.

RÉPONSE.

portants. Le premier, que les Evêques seroient Directeurs
nés du Séminaire. Le second, que lorsque les Evêques n'y
viendroient point en personne, ils pourroient envoyer un
Procureur de chacune des quatre Missions de la Chine, du
Tonquin, de la Cochinchine & de Siam . . . qui auroient la
qualité de Directeurs (*). En 1731, le Supérieur du Sémi-
naire écrivit à un Missionnaire à Macao, que le Séminaire
est un Corps solidement établi pour être le chef-lieu dont
dépendent les Missionnaires qu'il envoie comme ses Mem-
bres, & qui continuent à l'être tant qu'ils lui sont unis ».

Il eut été difficile de prévoir que les Appellants mettroient le
le Decret d'union du Séminaire de Quebec au rang des titres
qui leur sont favorables. Si jamais acte a prouvé qu'il n'y avoit
point unité d'existence, de corps & de manse entre les Missions
& le Séminaire de Paris, c'est ce Decret. C'est un des quatre
premiers Vicaires Apostoliques qui l'a prononcé. Il démontre
que le Séminaire de Paris n'appartenoit point aux Missions, &
n'avoit point été érigé sur la Requête des Vicaires Apostoliques.
Il démontre que le Séminaire de Quebec, quoiqu'il fût com-
posé de Sujets sortis du Séminaire de Paris, étoit un établis-
sement étranger à ce Séminaire, indépendant de lui; qu'il avoit
ses biens particuliers, comme le Séminaire de Paris avoit sa
dotation propre. Pour en tirer quelque induction, les Appel-
lants sont obligés de recourir à l'effet général des unions. *Toute
union introduit une communauté de revenus.* Cette com-
munauté n'existoit donc pas avant le Decret. L'union d'ailleurs
n'a pas même produit l'effet ordinaire des unions, parce que
le Séminaire de Quebec n'a été incorporé à celui de Paris que
pour empêcher l'aliénation de ses biens, & sous la condition
expresse qu'il en conserveroit l'administration. *L'union a été faite
pour assurer la subsistance des Missionnaires.* Veut-on dire
que les Missionnaires de l'Amérique ont acquis par l'union des
droits sur les revenus du Séminaire de Paris? Rien n'est plus
faux. L'union n'a assuré la subsistance des Missionnaires qu'en
donnant plus de *stabilité* au Séminaire de Quebec.

Les Reglemens de 1701 ne contiennent rien de précis. Les
Appellants *semblent* l'avouer. Ce ne fut d'ailleurs qu'un projet
rejeté par les Missionnaires eux-mêmes; projet que M. l'Ar-

chevêque de Paris n'a ni connu ni approuvé ; projet qui n'eut aucune exécution.

Les deux lettres de 1702 & 1703 méritent encore moins de considération. Ce sont des lettres particulières , que le Corps des Directeurs n'a point autorisées , que le Supérieur Ecclésiastique a ignorées. Ceux qui les ont écrites ont pu se tromper sans conséquence. Leurs erreurs particulières ont été incapables de nuire au Séminaire. Les titres constitutifs de cet établissement forment sa loi. Il ne pourroit changer d'état que par le concours des autorités dont il tient son existence.

La possession & les titres déposent également contre le système des Appellants. La discussion à laquelle on a été forcé de se livrer en porte la preuve au plus haut degré d'évidence. Les plaintes ou les prétentions des Appellants se concentrent dans un point unique. Y a-t-il entre les Missions & le Séminaire unité de Corps , unité de titres , unité de propriété ? C'est de là que tout dépend. Si cette unité étoit réelle , les Reglemens de 1716 seroient répréhensibles. Elle est incontestablement chimérique , contredite par la possession , démentie par les titres. L'appel comme d'abus n'a donc ni objet ni motifs.

CONSEQUENCES.

Toutes les espérances des Appellants s'évanouissent avec le fondement de leur système. Toutes les conséquences qu'ils tirent de l'unité de congrégation tombent avec le faux principe dont elles sont déduites. Il n'est donc plus vrai que le Séminaire appartienne aux Missions , qu'il en soit le chef-lieu ; que les *Missionnaires , Membres des Missions & du chef-lieu , comme de tout autre établissement de la Congrégation , aient des droits dans le Séminaire de Paris* (u). Il n'est donc plus vrai qu'ils puissent , comme *Associés , partager le gouvernement du Séminaire , l'administration des biens des Missions , la subsistance due aux Administrateurs , les charges introduites pour régler la forme de l'administration* (x). Il n'est donc plus vrai que la manse du Séminaire soit celle des Missions , & que les Missionnaires puissent en disposer ou se l'approprier comme des fonds qui leur soient affectés.

(u) Pages 30 , 31.

(x) Page 30.

C'est donc sur les plus solides raisons que le Jugement du 2 Août 1751 a maintenu les Directeurs dans la possession du Sé-

minaire , de sa direction , conduite & pleine administration ; tant au spirituel qu'au temporel , sous la juridiction de M. l'Archevêque de Paris ; qu'il a fait défenses aux Vicaires Apostoliques & à leurs Missionnaires de les y troubler ; qu'en conséquence il les a déclarés non-recevables dans toutes leurs demandes. Les Vicaires Apostoliques vouloient que les Missions & le Séminaire ne fissent qu'un seul & même Corps , que les revenus de la manse unique fussent indistinctement appliqués aux Missions & au Séminaire , que les Vicaires Apostoliques eussent inspection sur l'administration du Séminaire , qu'ils en partageassent le gouvernement avec les Directeurs , par eux ou par leurs fondés de procuration ; que les Missionnaires François eussent leur retraite assurée au Séminaire & y fussent logés , nourris , entretenus , tant en santé qu'en maladie , quand la caducité de l'âge , les infirmités ou autres causes approuvées par le Supérieur de la Mission les obligeroient de revenir en France. Toutes ces prétentions ont été prosrites. Elles étoient toutes des suites , des dépendances de la même supposition , c'est-à-dire , de l'unité du Corps & de Congrégation. La ruine du principe entraînoit celle de ces conséquences. Les Appellants comme d'abus , renouvellent les mêmes demandes , & ils les appuient sur le même système. Ils doivent donc s'attendre au même sort.

L'intérêt public se réunit ici à l'autorité des titres & de la possession. Combien ne seroit-il pas dangereux pour l'Etat , qu'on établît une Congrégation de Vicaires Apostoliques , indépendants les uns des autres , qui ont leur Clergé , leur Séminaire , leur Jurisdiction distincte , & de Missionnaires qui résident dans la Chine ou dans l'Amérique ; qu'on unit les Missions à un Séminaire érigé dans le Royaume ; qu'on accordât aux Vicaires Apostoliques une inspection sur cet établissement , qui par sa nature , & par ses titres n'est soumis qu'à la Jurisdiction de l'Ordinaire pour le spirituel. Les maximes du droit public permettroient-elles que le Séminaire , que ses biens , que son gouvernement ne fussent pas uniquement & immédiatement dépendants de la Puissance publique ? Le Séminaire seroit régi par les Vicaires Apostoliques ou par leurs Mandataires , & les Evêques pourroient recevoir des impressions étrangères , qui

peut-être ne se concilieroient point avec nos loix & nos maximes.

L'intérêt même des Missions s'oppose à cette aggrégation. Les Vicaires Apostoliques seroient tentés d'abandonner leurs Eglises, & de se rendre en France sous le spécieux prétexte de veiller à la régie du Séminaire : le moindre inconvénient de ces voyages, longs & coûteux, seroit d'épuiser les fonds des Missions ou du Séminaire. Les Missionnaires, assurés d'avoir une retraite dans le Séminaire, même quand ils n'auroient point de part à sa direction, se dégoûteroient promptement de travaux qu'ils tiendroient éloignés de leur Patrie ; ils trouveroient mille raisons qui favoriseroient leur rappel en France. Ceux même qui peuvent avoir des motifs légitimes de repasser en Europe ne se détermineroient pas aisément à retourner aux Missions : le Séminaire se trouveroit surchargé de Sujets inutiles ; les Missions perdroient des Ministres qui leur sont nécessaires.

Si les Directeurs du Séminaire des Missions Etrangères insistent sur ces inconvénients aussi dangereux qu'ils sont sensibles, ce n'est ni par la crainte de partager l'administration qui leur est confiée, ni dans la vue de la soustraire à des yeux clairvoyans. Ils osent dire qu'ils sont au-dessus de tout soupçon. Personne n'ignore qu'ils n'ont avec le logement & la nourriture que 200 liv. pour leur entretien, (à la charge même que l'honoraire de leurs Messes est employé au profit de la Sacrificie) & que cette pension modique n'est accordée qu'à ceux qui n'ont d'ailleurs aucuns revenus. La régie au surplus des biens des Missions confiés aux Directeurs est soumise à la vigilance de M. l'Archevêque de Paris, qui, ayant droit de visite dans le Séminaire, peut examiner les comptes des Missions, & faire tels réglemens que sa prudence lui suggere.

On dira peut-être que dans l'hypothèse où les Missionnaires épuisés dans le Ministère Apostolique, obligés par la caducité de l'âge ou par les infirmités de revenir en France, n'auroient point à titre de Membres ou d'Associés, & par un droit rigoureux, leur subsistance dans le Séminaire, ils devroient au moins l'avoir à titre d'humanité. C'est par ce discours insidieusement répandu, que les Appellants cherchent à intéresser en leur faveur. Si les Directeurs avoient pu mériter à cet égard quelque

reproche, ils y feroient justement sensibles. Mais l'intérêt ou l'humeur n'étoufferent jamais chez eux la voix du sentiment.

Le Séminaire a été fondé pour disposer des Ecclésiastiques à servir l'Eglise dans les Missions Etrangères. Les sujets qui se présentent y sont instruits par les Directeurs, nourris, logés & entretenus sur la manse du Séminaire. Quand on les juge capables, on les envoie avec une Patente sur laquelle ils sont reçus par les Supérieurs des Missions, & le Séminaire qui les a formés pourvoit à leur subsistance.

Si le Séminaire n'avoit que ses propres fonds, on se borneroit à élever des Missionnaires, parce que sa manse n'a point d'autre destination; mais les Directeurs, qui reçoivent & régissent les biens du Séminaire, sont aussi les Administrateurs nés des fondations aumônées au profit des différentes Missions. C'est sur les deniers de cette caisse particulière, qu'ils pourvoient à l'entretien des Missionnaires, soit lorsqu'ils travaillent dans les Missions Etrangères, soit lorsque des causes nécessaires & approuvées les rappellent en France.

En 1751 M. l'Evêque d'Ecrinée fit valoir le même motif d'humanité que les Appellants affectent d'employer. Les Directeurs n'hésiterent point à offrir de continuer ce qu'ils avoient toujours fait; c'est-à-dire, d'aider les Missionnaires en France, comme dans les Missions sur les deniers affectés aux Missions. Ils consentirent même, si M. l'Archevêque l'agréoit, de suppléer à la caisse des Missions aux dépens de celle du Séminaire. Le jugement du 2 Août 1751 leur donna acte de cette déclaration, & les obligea en conséquence de pourvoir à la subsistance des Missionnaires repassés en Europe pour raisons légitimes, approuvées des Supérieurs des Missions, pourvu qu'ils demeurassent attachés aux Missions, & qu'ils n'eussent pas d'ailleurs de quoi y fournir; & même dans le cas où les deniers des fondations seroient insuffisants d'y suppléer, sous le bon plaisir de M. l'Archevêque de Paris, sur les revenus du Séminaire.

Le jugement n'astrait point à recevoir ces Missionnaires dans la maison; les Directeurs ne l'avoient point offert; ils connoissoient trop les inconvénients qui en auroient pu résulter pour le bon ordre du Séminaire: ils n'ont été assujettis qu'à fournir à la subsistance de ces Missionnaires; ils ne s'écarteront
jamais

jamais de cette obligation , tant que les biens des Missions pourront suffire.

Mais ce n'est pas à ce titre que les Appellants comme d'abus, demandent leur subsistance : ils veulent vivre dans le Séminaire , y être reçus comme Membres de la maison ; ils aspirent même , non seulement à partager le gouvernement ; mais à s'en rendre les Maîtres , à expulser même les Directeurs comme des *Intrus & des Étrangers*.

On a vu combien ces prétentions sont déraisonnables en elles-mêmes ; terminons en prouvant combien elles sont déplacées de la part de ceux qui les forment.

Le sieur Girard , ancien Missionnaire de l'Acadie , a renoncé aux Missions ; il est Chanoine ou Chapelain perpétuel dans l'Eglise de Jouarre ; c'est un Titre de Bénéfice qu'il a accepté sans l'aveu des Directeurs du Séminaire ; ce Bénéfice exige résidence , il lui fournit un honnête nécessaire. Le sieur Girard n'est donc pas recevable à réclamer une qualité qu'il n'a plus , moins encore à demander des secours qui lui seroient justement refusés , quand il seroit encore Missionnaire ; puisque le Séminaire ne fournit & ne doit fournir aux besoins des Missionnaires, que lorsqu'ils n'ont pas de quoi y subvenir.

Une Fin de non-recevoir semblable milite contre le sieur le Loutre : il n'a pas renoncé aux Missions ; mais il a une pension de 800 liv. sur l'Evêché de Lavaur , & de plus un patrimoine considérable.

Indépendamment de ces Moyens particuliers qui s'élèvent contre les sieurs Girard & le Loutre , leur qualité de Missionnaires de l'Acadie ne permet pas d'écouter leur demande : ces Missionnaires ne sont pas du nombre de ceux que le Séminaire entretient sur les fonds affectés aux Missions. Les Missionnaires des Indes ne partent , pour les Missions , que de l'agrément des Directeurs , & munis de leur Patente ; ils ne reviennent en France que pour cause , & avec l'approbation des Vicaires Apostoliques : les Missionnaires de l'Acadie n'ont été ni patentés par les Directeurs , à leur départ pour les Missions , ni entretenus par eux : si quelquefois le Roi a pris des Sujets dans le Séminaire de Paris , il a fourni à leur subsistance ; il seroit en effet impossible que le Séminaire de Paris pût y pourvoir ,

H

FIN DE
NON-RECEVOIR.

il n'a que 250 liv. de revenu pour les Missions de l'Acadie.

Ce Moyen s'applique également au sieur Manach. Les sieurs Girard & Manach ont été Missionnaires du Roi dans l'Acadie ; ils en sont revenus , le premier âgé de 45 ans & l'autre de 36 : c'est le Roi qui les pensionnoit dans la Mission : à leur retour ils ont reçu différentes gratifications, tant du Roi que du Clergé ; en 1751 le sieur Manach en toucha une de 400 liv. *pour se retirer chez lui* : les deniers provenant de ces libéralités n'ont point été versés dans la caisse des Missions : or s'ils n'ont point le droit d'être entretenus aux dépens des fonds des Missions, le Séminaire est encore moins obligé de pourvoir à leurs besoins sur sa manse ; ils ne sont pas plus recevables à vouloir résider dans le Séminaire, & s'assimiler aux Directeurs.

A l'égard du sieur Davoust il est Missionnaire des Indes ; les Directeurs le reconnoissent pour tel : ils ont toujours consentis & consentent encore à lui donner des secours sur les revenus des Missions, tant que son séjour à Paris sera nécessaire : toutes les autres prétentions ne sçauroient être écoutées.

Il a formé des demandes, tant en son nom que comme fondé des pouvoirs des Vicaires Apostoliques. Est-il porteur de leur procuration ? On l'ignore. La prétendue procuration n'a été ni présentée aux Directeurs, ni produite au Procès.

Quand elle seroit réelle, le Jugement du 2 Août 1751 formeroit, tant contre le sieur Davoust, que contre les Vicaires Apostoliques & les Missionnaires pour lesquels il agit, une fin de non-recevoir insurmontable. C'est contre eux personnellement ou contre leurs Prédécesseurs, au moins, que ce Jugement a été prononcé.

Monsieur JOLY DE FLEURY, Avocat Général.

M^e. MEY, Avocat.

BERNARD, Proc.

CONSULTATION

*De MM. LHERMINIER, CELLIER, DELAMONNOYE,
& GERBIER.*

L E CONSEIL SOUSSIGNÉ, qui a lu le Mémoire ci-dessus, ESTIME que la tentative des Sieurs Girard, Manach, & de leurs adhérents, tend manifestement à dénaturer l'établissement du Séminaire des Missions Etrangères, à changer son administration, altérer sa forme constitutive; & que loin de trouver dans les titres d'érection du Séminaire les fondemens du système des Appellants comme d'abus; il n'est au contraire aucune disposition des titres, qui ne le renverse sans ressource.

Quoique le Séminaire ait été érigé pour l'utilité des Missions Etrangères, & pour leur fournir des Ouvriers Evangéliques, il n'a point été donné aux Missions. Si le projet de son établissement n'eût pas réussi, les biens de M. l'Evêque de Babylonie eussent été consacrés à quelque bonne œuvre différente des Missions. Il faut donc distinguer la nature de l'établissement qu'on a voulu former, de la fin qu'on s'est proposée dans son érection. L'objet du Séminaire & sa propriété sont deux choses totalement distinctes, & c'est uniquement sur la confusion de ces deux idées que roulent toutes les difficultés que les Appellants comme d'abus opposent aux Supérieur & Directeurs du Séminaire des Missions Etrangères.

Depuis 1663 que ce Séminaire a été formé par le concours des deux Puissances, son gouvernement a toujours été le même. Il a été régi par des Directeurs qui se sont perpétués par la voye de l'élection, & qui, chargés de son administration au spirituel & au temporel, n'ont été soumis qu'à la Jurisdiction de l'Ordinaire.

Les réglemens dressés en 1716, & si authentiquement confirmés par M. le Cardinal de Noailles, sont parfaitement conformes à cette possession. Ils n'offrent dans leurs différens articles que l'exécution la plus littérale des titres primordiaux, qui ont fixé l'état du Séminaire, en lui donnant l'être légal.

On ne pourroit donc inculper d'abus les réglemens , sans attaquer par le même coup la fondation même du Séminaire.

Les Appellants comme d'abus se proposent d'assujettir cet établissement aux Vicaires Apostoliques , Supérieurs des Missions des Indes & de l'Amérique , en réduisant les Directeurs du Séminaire à la simple qualité de Mandataires ou Procureurs de ces Vicaires Apostoliques ; mais cette prétention ne répugne pas moins à nos maximes qu'aux titres & à la possession du Séminaire. L'intérêt public ne permettroit pas qu'un Séminaire érigé dans le sein du Royaume fût sous l'inspection , ou même dans la dépendance d'Evêques *in partibus* , Vicaires Apostoliques , dont les commissions sont révocables à la volonté du Pape , qui résident & sont obligés de résider dans les Indes , & dont les Missions distinctes & indépendantes entre elles , sont séparées par une distance d'environ mille lieues.

Au surplus la prétention des Appellants n'est pas nouvelle. Leur système est précisément celui qui fut imaginé en 1750 , par M. l'Evêque d'Ecrinée , Vicaire Apostolique. Le sort qu'eut le système de ce Prélat est un heureux préjugé du succès que doivent espérer les Supérieur & Directeurs du Séminaire des Missions Etrangères.

Délibéré à Paris ce 20 Mars 1764.

LHERMINIER. CELLIER. DELAMONNOYE. GERBIER.

